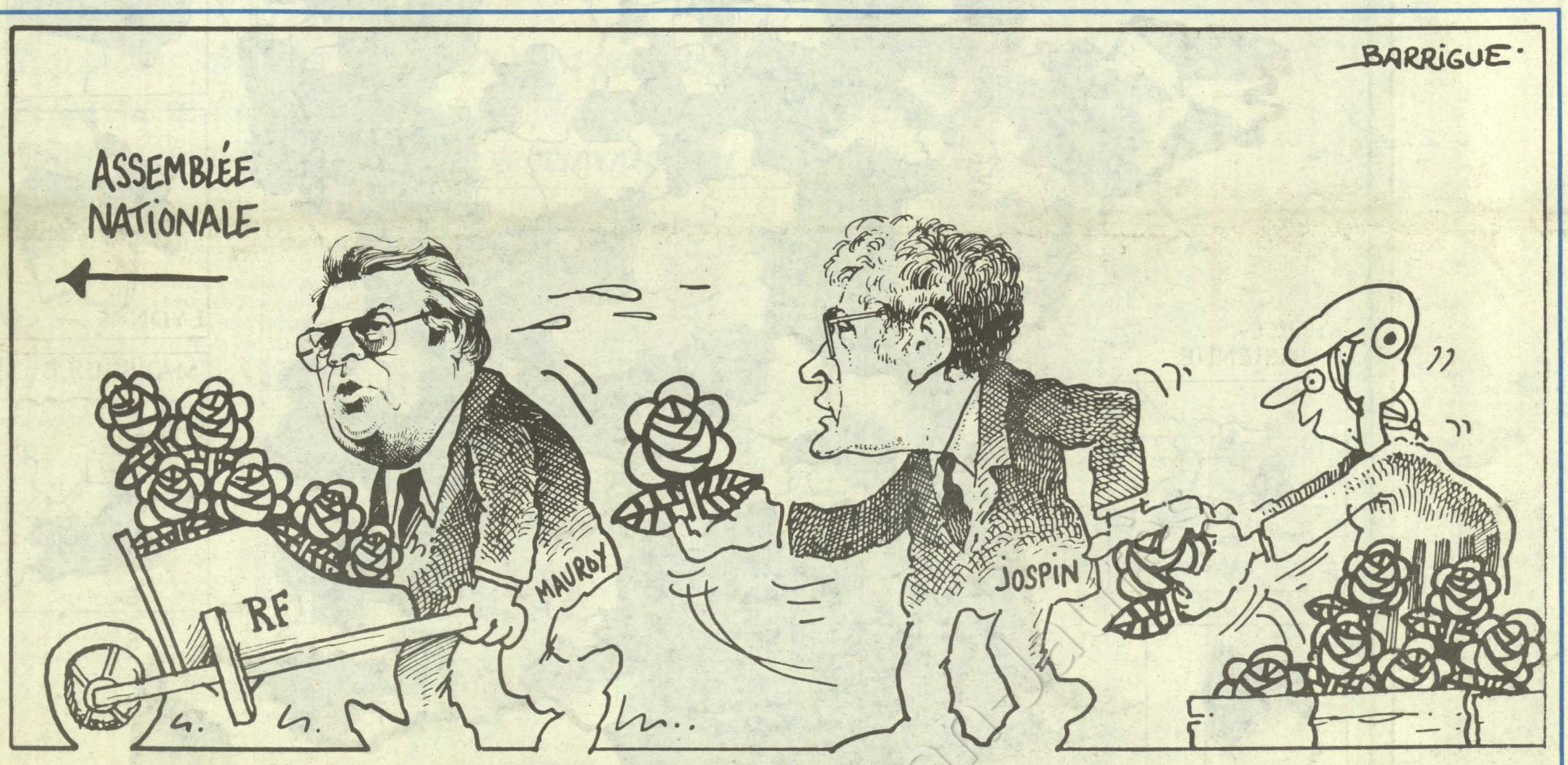
l'unité

M 2805 - N° 428 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 20 juin 1981



LA JOIE TRANQUILLE

PAR CLAUDE ESTIER

DIMANCHE soir s'achèvera ce grand marathon électoral qui aura duré plusieurs mois et bouleversé les données traditionnelles de la vie politique française dans des proportions que nul ne pouvait prévoir. L'élection de François Mitterrand, le 10 mai, ouvrait la voie d'un changement fondamental. L'ampleur du succès socialiste, dimanche dernier, a démontré qu'il ne s'agissait pas d'un mouvement d'humeur comme le prétendaient les tenants de l'ancienne majorité, mais bien d'un choix délibéré et parfaitement lucide d'une large majorité de Français.

Il ne fait guère de doute que ce succès du premier tour sera confirmé au second. Peut-être même amplifié, car il semble bien, contrairement à la thèse développée par la presse de droite, que nombre d'électeurs partisans du changement figurent parmi les abstentionnistes du premier tour. Ils se mobiliseront dimanche, conscients que plus sera large la majorité de gauche à l'Assemblée nationale, mieux sera appliquée, au bénéfice du plus grand nombre, la politique que le gouvernement socialiste a commencé à mettre en œuvre.

Les premiers actes de ce gouvernement et leurs premières conséquences ruinent totalement les affirmations des dirigeants de l'U.n.m. — sigle qui ne peut signifier aujourd'hui qu'« union pour la nouvelle minorité » — suivant lesquelles la France serait en train de sombrer dans la catastrophe. Après les mesures sociales en faveur des catégories les plus modestes, après les décisions économiques comportant le financement de ces mesures, le gouvernement s'est attaqué au problème crucial de l'emploi, d'une part, en annonçant la création de plusieurs dizaines de milliers d'emplois dans les secteurs de la fonction publique où la nécessité s'en fait le plus sentir, d'autre part, en prenant une série de dispositions — au plan du crédit — pour faciliter l'investissement des petites et moyennes entreprises, soutenir celles qui sont actuellement en difficulté et encourager l'embauche des jeunes.

Dans les grandes capitales mondiales où le scrutin de dimanche a rassuré sur la stabilité du nouveau pouvoir et le caractère durable de la politique entreprise, on voit disparaître peu à peu les réticences ou simplement les interrogations suscitées par l'arrivée d'un nouveau président de la République. En quelques jours, la France retrouve une audience internationale qu'elle n'avait pas connue depuis fort longtemps. D'où, au passage, le net raffermissement du franc et même le « réalisme » de la Bourse où les valeurs françaises enregistrent une nette remontée depuis le début de cette semaine.

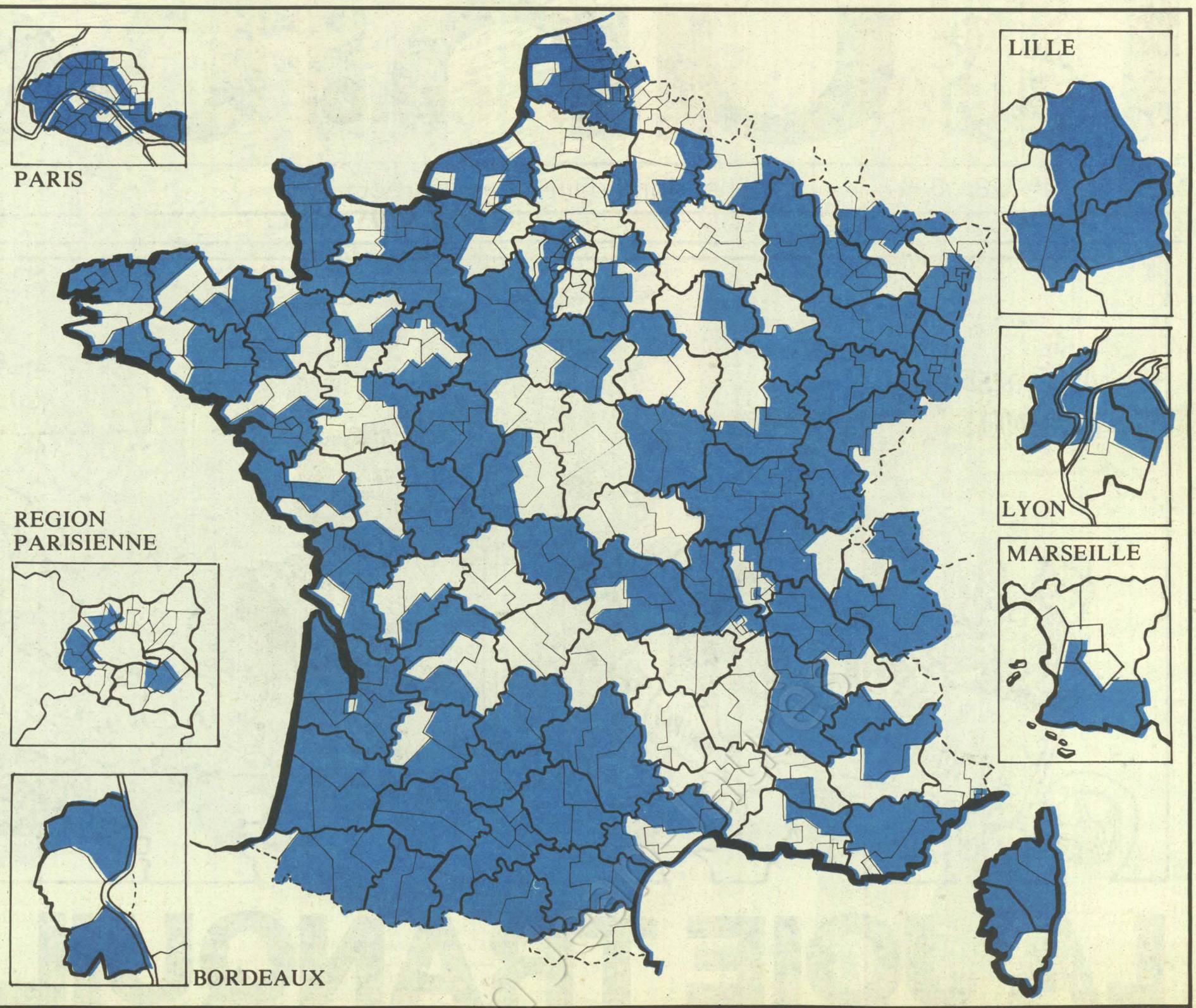

Viva

Il est donc stupéfiant de voir les leaders de la droite s'accrocher à leurs vieilles lunes en faisant mine d'espérer encore un retournement des électeurs. A travers leurs propos de cette semaine, on peut cependant commencer à déceler les règlements de comptes qui se préparent pour les lendemains de l'élection. Tel ancien ministre en difficulté dans sa circonscription dénonce les candidatures uniques dont Jacques Chirac et Jean Lecanuet étaient si fiers. Le chef du R.p.r. est déjà prêt quant à lui à « reprendre ses billes », peu désireux de s'embarrasser d'une U.d.f. en pleine décomposition et très vraisemblablement réduite à la portion congrue dans la prochaine Assemblée. Tous se rejoignent sur un point : n'ayant décidément plus rien à proposer aux Français, ils ne savent qu'agiter l'épouvantail de la peur désormais singulièrement défraîchi. L'espérance n'est plus dans leur camp.

Porteur, lui, des espoirs de la majorité des Français, le Parti socialiste, axe et moteur de la majorité présidentielle, mène la bataille électorale jusqu'à son terme dans le même esprit et avec la même dynamique. Il appelle les 55 % d'électrices et d'électeurs qui ont voté le 14 juin pour la gauche à confirmer leur vote. Il appelle toutes celles et tous ceux qui ont encore hésité dimanche dernier à prendre leur place dans le grand mouvement populaire pour le changement. La victoire de la démocratie sera aussi leur victoire. ●

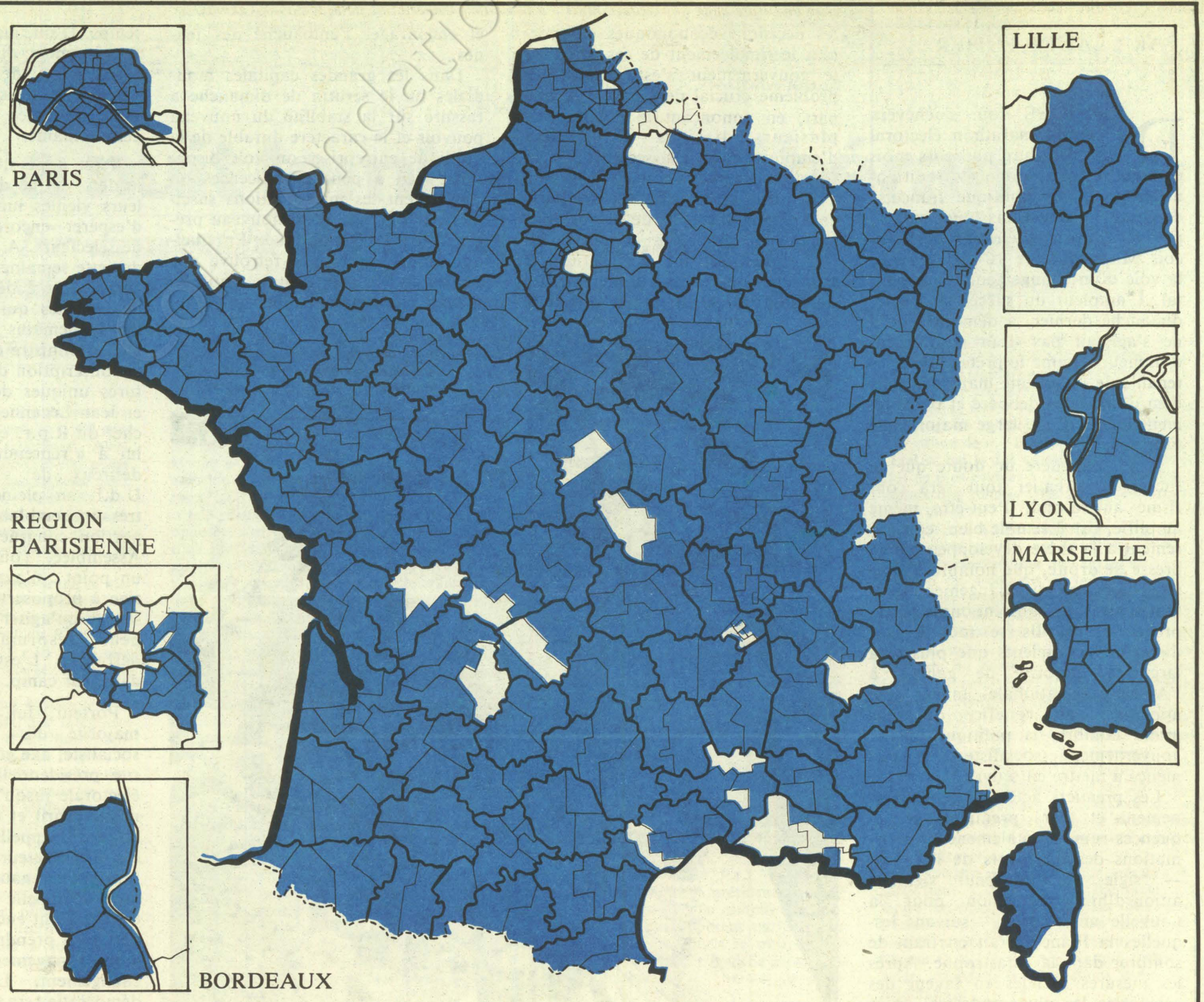
1978

Les 271 circonscriptions de 1978.



En bleu, les circonscriptions où le P.s. est arrivé en tête de la gauche à l'issue du premier tour.

1981



Les 410 circonscriptions de 1981.

PARTI SOCIALISTE

Vous avez dit hégémonique...

L'hégémonie, chère à Gramsci, prend ici tout son sens: électorale, elle traduit une hégémonie idéologique. Mieux, elle la conforte...

PAR GUY PERRIMOND

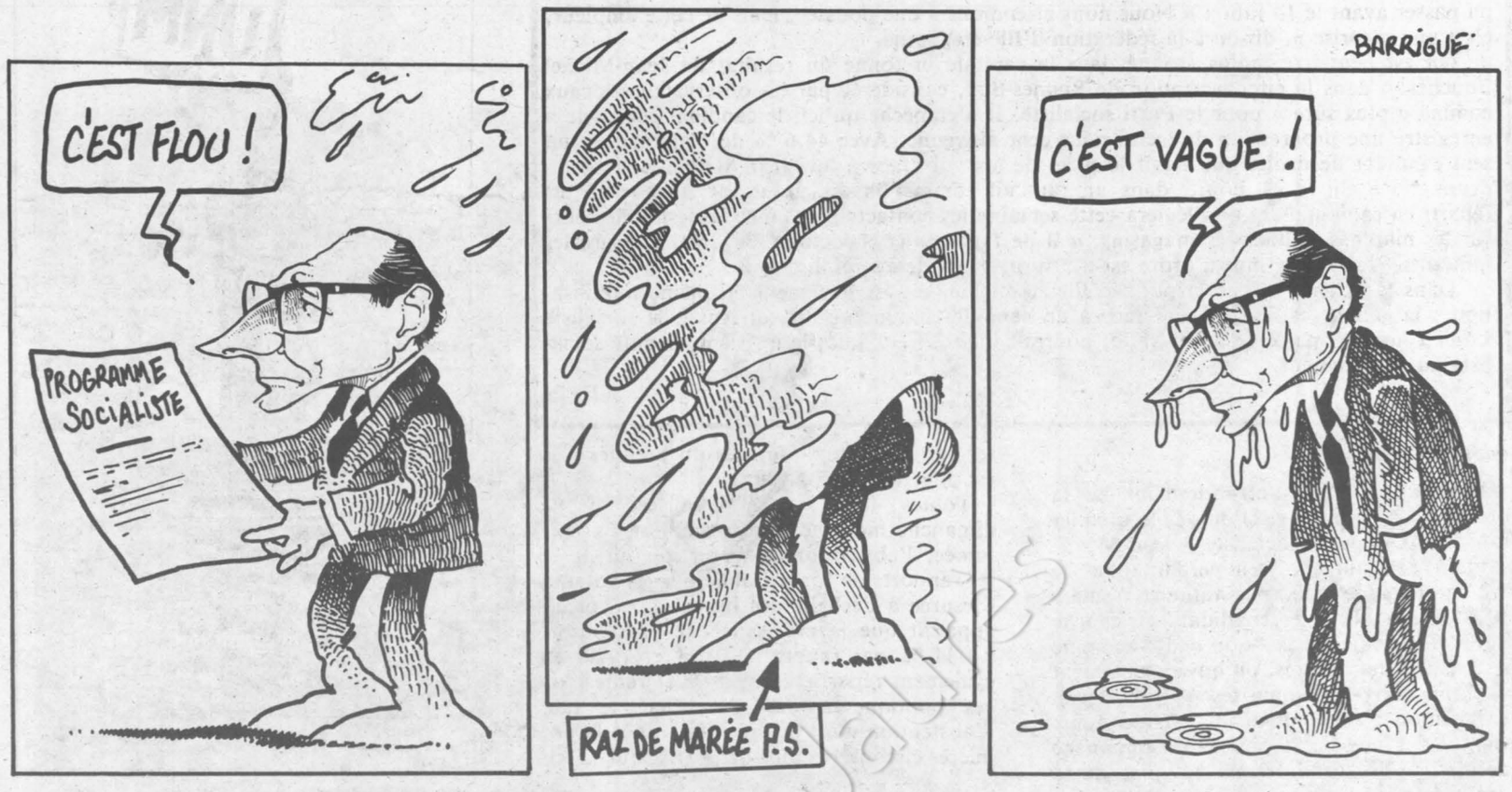
IL y avait eu des succès. Chaque fois minimisés, décriés. Ils n'étaient pas « la » victoire. Puis il y a eu le 10 mai. Et la suite est là, logique, morale : lame de fond, raz de marée, effet présidentiel ! Depuis dimanche soir les qualificatifs varient : le P.s., avec 9 432 362 suffrages, soit 37,51 %, est tout à la fois premier parti de France et en passe d'être représenté à l'Assemblée nationale par un groupe parlementaire majoritaire. Beau succès pour un parti que certains qualifiait il y a quelques mois d'archaïque et voué à l'éclatement.

Les scrutins des 14 et 21 juin ont quelque chance de passer « à l'histoire ». Au moins pour les étudiants en science politique. Car, pour la première fois depuis quelques Républiques, la gauche s'est révélée majoritaire au premier tour : 55,73 %. Pour la première fois un Parti socialiste a nettement distancé son principal concurrent de gauche. Pour la première fois, des institutions mises au point pour empêcher la gauche d'accéder au pouvoir vont servir à assurer son pouvoir. Bref, les « grandes premières » n'en finissent pas.

Pour mieux mesurer la succession des événements parlons chiffres. En oubliant les pourcentages. En suffrages exprimés, les 532 candidats socialistes et radicaux de gauche ont obtenu près de 1,3 million de voix de plus que François Mitterrand et Michel Crépeau le 26 avril. Les candidats communistes ont fait un score inférieur — moins 400 000 voix — à celui de Georges Marchais. Quant aux candidats U.n.m., R.p.r. et U.d.f. confondus, ils ont fait, eux aussi, nettement moins bien que leurs leaders le 26 avril : près de 3,4 millions en moins. C'est dire les bouleversements que révèlent de tels chiffres : l'émergence d'une force socialiste largement « nationalisée », l'élan, la confiance dans une formation qui est la seule à croître par rapport à tous ses résultats antérieurs, par rapport à l'élection présidentielle elle-même. Alors que toutes les autres formations politiques, quelles que soient leur taille ou leur couleur, se tassent ou s'effondrent, le P.s., lui, poursuit une croissance venue de loin. Traduits en pourcentage, ces chiffres deviennent un peu plus éloquents : le P.s. a près de 17 points d'avance sur le R.p.r., 18 sur l'U.d.f., plus de 21 sur le P.c. ! Compte tenu du mode de scrutin actuel on comprend mieux de quel ordre sera sa prééminence dans la future Assemblée.

Les nouveaux rapports de force tracés le 14 juin ont l'avantage de la clarté. A gauche, par exemple, lorsque l'écart entre le P.s. et le P.c. était de l'ordre de 2 à 3 points — comme en 1978 ou 1979 — la quasi-égalité a souvent rendu les rapports difficiles. Non seulement au sommet, mais concrètement dans chaque département, chaque localité. En creusant un écart supérieur à 20 % les électeurs ont simplifié les rapports entre les deux « familles » de la gauche. L'hégémonie, chère à Gramsci, prend ici tout son sens. L'hégémonie électorale traduit une hégémonie idéologique. Mieux, elle conforte, renforce les rapports de force idéologique existants ; c'est dire si le scrutin du 14 juin a prouvé que la notion de vote « utile » invoqué dès le soir du 26 avril par la direction du P.c.f. pesait de peu de poids. Tout d'abord les candidats communistes recueillent globalement moins de voix que Georges Marchais. Faut-il croire que « l'utilité » du vote socialiste a été plus forte — l'effet Chirac ne pouvant plus être invoqué et les sondages publics étant suffisamment clairs — pour ce premier tour législatif que pour l'élection présidentielle, et cela dans n'importe quel cas de figure ? Difficile à croire.

D'autant que si le P.c.f. améliore ses pourcentages dans quarante-cinq départements, dans les cinquante et un autres, l'érosion se poursuit. L'exemple des « 139 tests de l'Unité » est à cet égard révélateur. En 1978, dans 62 cas sur les 139, le candidat communiste arrivait en tête. Dimanche dernier ce n'est que dans 5 circonscriptions que le P.c. demeurait en tête. Or il y avait 16 députés communistes sortants dans notre échantillon. La déperdition mesurée est valable quel que soit le cas de figure : gauche majoritaire depuis longtemps — 11 cas sur 16 — gauche ayant atteint la barre des 50 % le 10 mai ou gauche encore minoritaire pour le deuxième tour de l'élection présidentielle. Il faudra donc qu'à l'occasion du débat interne annoncé lundi par Charles Fitermann les communistes trouvent une autre explication que le « phénomène présidentiel » pour que leurs analyses aient quelque chance de décrypter la réalité.



Gallo... de maître

ON raconte une drôle d'histoire à Nice : le sieur Bavastro, directeur de « Nice-Matin », le soir du débat Mitterrand-Giscard, aurait « bouclé » sa page consacrée au face-à-face à 20 heures précises ! Avant même que l'émission ne commence ! Inutile de préciser de quel côté penchait les conclusions de cette bizarre copie... Dans la droite ligne de cette conception ubuesque de la démocratie, le même Bavastro n'a pas consacré une seule ligne de « rédactionnel » à la campagne électorale de Max Gallo, candidat socialiste dans la première circonscription des Alpes-Maritimes. Il est même allé jusqu'à refuser de publier dans ses colonnes la publicité payante que lui proposait Gallo. Par contre, on s'en doute, Jacques Médecin a eu droit à tous les encarts publicitaires qu'il souhaitait... et à beaucoup de publicité gracieuse !

Malgré ce handicap inique, Max Gallo a fait un joli score. Là où le candidat socialiste n'avait fait que 14,6 % des suffrages en 1978, Gallo a atteint 30,47 % dès le premier tour. Là où le premier tour de l'élection présidentielle n'avait valu que 10 723 voix à François Mitterrand, Gallo en a recueilli d'entrée de jeu 13 387. Perdant près d'un tiers de ses électeurs par rapport à 1978, le candidat communiste n'en a pas moins recueilli 10 176 voix. Si l'on y ajoute les quelques centaines de voix d'un M.r.g., la gauche est déjà largement majoritaire : 53,40 %, contre 46 % à la droite (extrême droite comprise). Max Gallo devrait donc être élu sans problème le 21 juin. Une inconnue demeure néanmoins : que feront les 29,80 % d'abstentionnistes du premier tour ? Jacques Médecin, réélu dans sa circonscription, va lâcher ses troupes pour les rameuter contre l'écrivain socialiste. Mais rien ne dit que ces « pêcheurs à la ligne » voteront tous à droite... Médecin risque d'avoir des surprises !

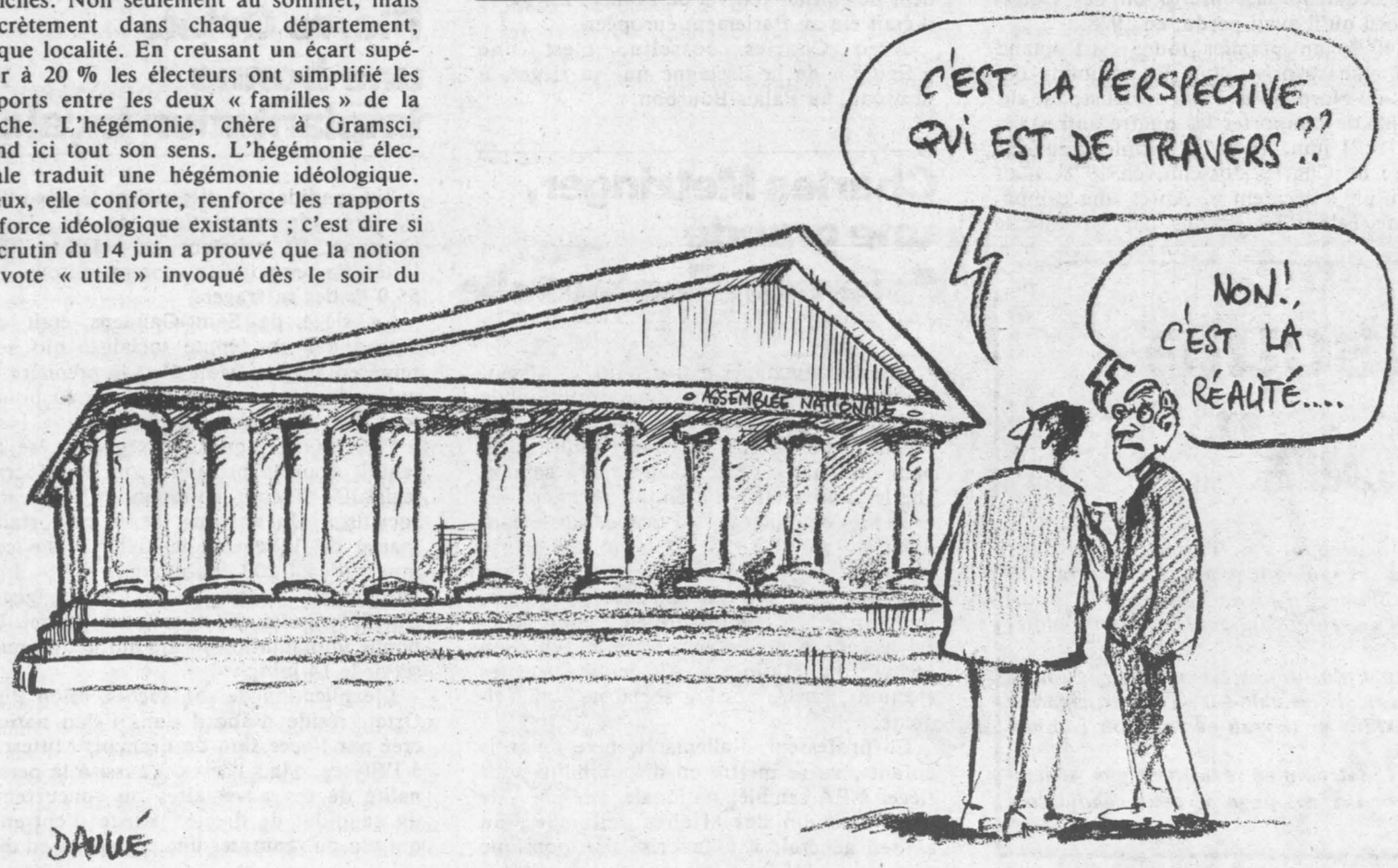
En fait, à travers la victoire probable de Gallo, c'est le glas pour Médecin qui commence à sonner. Le maire de Nice risque de subir le sort de Valéry Giscard d'Estaing : une sorte de « Watergate rampant » qui va progressivement le « sortir ». Pour les Niçois, « voter Gallo », ce n'est pas seulement vouloir être de la majorité présidentielle, c'est aussi vouloir assainir les mœurs politiques locales. Médecin en tremble déjà. Pour son coup d'essai, Max-la-Menace aura réussi... un galop de maître !

J.-P. L.

Difficile de ne retenir que « l'utilité »

A contrario la montée en puissance du P.s. vient bouleverser la carte électorale. La comparaison entre 1978 et 1981 est à cet égard saisissante. Les deux cartes *(voir page 2)* indiquant quel est le candidat de gauche placé en tête au premier tour, prouvent à l'évidence les succès du P.s. Au total, c'est dans 410 circonscriptions que les candidats socialistes ont pris l'avantage sur les communistes. Ce n'est que dans 65 que ces derniers ont devancé des socialistes. Si l'on prend les circonscriptions où le député sortant était un communiste, on réalise à quel point les modifications enregistrées dimanche dernier touchent toutes les formes de communisme. Car les reflux ont lieu aussi bien dans les bastions de la région parisienne — les anciens comme la Seine-Saint-Denis ou les « nouveaux » comme l'Essonne — dans le Nord, le Pas-de-Calais et les Bouches-du-Rhône — le communisme historique —, que dans les hauts lieux du communisme paysan ou de celui de la Résistance. Difficile dans ces conditions de ne retenir que « l'utilité » pour expliquer les 4,37 % et les 1,8 million de voix perdues depuis mars 1978.

(suite en page 4)



Deux socialistes pour Rennes

A moins d'accident, la capitale de la Bretagne est assurée d'envoyer, le 21 juin, deux députés socialistes au Palais-Bourbon.

Pour Rennes-Nord, le score d'Edmond Hervé — plus de mille voix d'avance sur le candidat unique de la droite Jacques Cressart — le met pratiquement à l'abri de toute surprise. Mais le ministre de la Santé, s'il semble satisfait, refuse de pavoiser. Avec son équipe de militants, il soutiendra le rythme de sa campagne d'avant le premier tour. Il en profitera notamment pour faire des réunions dans les petites communes où il n'avait pu passer avant le 14 juin : « Nous nous attendions à une poussée, mais de cette ampleur, c'est une surprise », dit-on à la fédération d'Ille-et-Vilaine.

On est peut-être moins étonné dans la capitale bretonne du résultat de Jean-Michel Boucheron dans la circonscription de Rennes-Sud, considérée par les observateurs locaux comme « plus sûre » pour le Parti socialiste. Il n'empêche qu'ici, le candidat socialiste a enregistré une progression de treize pour cent moyenne. Avec 44,6 % des suffrages et un seul candidat de droite qui a fait le plein de ses voix face à lui, Jean-Michel Boucheron devrait être élu le 21 juin... dans un fauteuil comme on dit. Pourtant Boucheron est reparti en campagne et privilégiera cette semaine les contacts personnels avec les électeurs sur les marchés et dans les magasins. « Il ne faut pas crier victoire trop tôt », disent les militants. Aussi, leur mot d'ordre est-il : surtout pas de démobilisation.

Dans la sixième circonscription d'Ille-et-Vilaine, on est justement en pleine mobilisation : la gauche est majoritaire face à un candidat unique de droite. Aussi, le socialiste Louis Chopier, maire de Saint-Malo, pourrait-il être, le 21 juin, le troisième député socialiste du département.

E. P.

(suite de la page 3)

Bizarrement c'est l'effondrement de la droite qui a permis l'élection dès le premier tour de 48 députés socialistes, d'un M.r.g. et de 7 communistes. En perdant plus de 2,2 millions de voix par rapport à mars 1978, elle a placé les candidats de gauche qui n'en perdaient pas — ou peu — comme les 7 élus communistes, ou qui en gagnaient — beaucoup — comme les 48 socialistes, en position d'être élus dès le premier tour. Car ce fut une des surprises de dimanche dernier. Si les candidatures uniques de la droite laissaient penser que faisant le point de leurs voix potentielles dès le premier tour, un bon nombre de candidats pouvaient espérer être élus le 14 juin, à gauche, rares étaient ceux qui osaient affirmer que cela pourrait arriver. Pour des raisons d'évidence : concurrents au premier tour, les candidats de gauche savent d'expérience que seuls ceux qui sont bien implantés dans des bastions défiant toute concurrence peuvent espérer être élus d'emblée. Pour le P.s. ce fut le cas pour 48 d'entre eux alors qu'en 1978 aucun n'avait réussi cette performance. Cette fois-ci, cela est arrivé dans 28 départements aussi divers que le Finistère, le Nord, le Pas-de-Calais, l'Aude, la Moselle, le Territoire de Belfort, le Rhône, la Drôme ou la Gironde. La croissance totale étant de 15 % par rapport à 1978, il est logique que dans les élus du premier tour figurent en premier lieu des sortants... Pourtant nos « 139 tests » montrent à quel point la croissance est également répartie. Avec quelques pointes comme dans la 7e du Finistère (+ 21 %) ou la 2e des Charentes (+ 22 %). Mais au total notre échantillon prouve que quelles que soient les positions de départ, le P.s. se situe aujourd'hui dans une fourchette comprise entre 30 et 40 %. Avec rarement quelques points faibles — inférieurs à 25 % — comme dans le Haut-Rhin. Il suffira à nos lecteurs de se reporter à notre tableau pour comprendre que les estimations établies sur la future Assemblée ont quelque réalité...

A droite, les choses sont plus simples. Si la candidature unique a permis à 100 candidats présentés par « l'U.n.m.-R.p.r.-U.d.f.-P.r.-C.d.s. » d'être élus dès le premier tour, il est évident que les perspectives du deuxième tour sont plus sombres. « Nous avons mangé notre pain blanc » affirmait dimanche soir l'un d'entre eux, ajoutant « si nous avons autant d'élus dimanche prochain ce serait miraculeux. » Car compter sur les abstentionnistes du premier tour est pour le moins hasardeux.

Toutes les analyses réalisées depuis dimanche montrent que, comme à l'accoutumée, l'abstentionnisme reflète, lui aussi, les rapports de force établie par les votants. Mesurée à l'échelle des bureaux de vote, il apparaît que la croissance des abstentions (+ 11 % par rapport à 1973 et 1978) est également répartie entre les différentes forces politiques. Pour simplifier, le taux d'abstention n'est pas plus fort dans la première circonscription de Paris qui a élu dimanche dernier le R.p.r. Krieg que dans la 31e circonscription qui élira dimanche prochain le socialiste Planchou, dans la 7e circonscription de Paris qui a élu le R.p.r. Kaspereit que dans la 25e circonscription où le socialiste Claude Estier doit l'emporter.

A vrai dire, si la droite insiste sur le taux d'abstention, c'est pour une raison toute simple : elle n'a plus d'autre argument pour éviter la déroute, pour que découragé, son électorat, estimant que les jeux étaient faits, déserte. D'autant que l'accord réalisé entre le P.s. et le P.c., la qualité des désistements, les intentions de vote pour le second tour mesurées par les sondages laissent peu de chances aux candidats de droite encore en lice. Ce qui explique leurs hésitations et la poursuite d'un discours « primaire » qui visiblement ne prend pas.



Car, si le P.s. est le seul parti à grandir en voix et en pourcentage, en s'appuyant sur la victoire de François Mitterrand, c'est qu'il a su à la fois conquérir des électeurs sur sa gauche et sur sa droite. Et sur cette dernière partie, la peur n'a pas joué, le catastrophisme des leaders du R.p.r. et de l'U.d.f. n'a pas pris. Les résultats du 14 juin l'ont prouvé. Tout comme ces scrutins en cascade montrent qu'il ne s'agit pas d'un mouvement circonstanciel, d'une mode, d'un hasard. Au fil des élections, de cantonales en présidentielle, de municipales en législatives, le P.s. a su conquérir un électorat, prouver la qualité de ses élus, tenir dans les revers, faire la preuve que son ancrage à gauche était solide. Le résultat est là : il n'y a que 6 départements où ses résultats sont inférieurs à 30 %. Et dans 7 départements, la moyenne dépasse les 50 %.

En 1978, au lendemain du second tour, j'écrivais dans « l'Unité » : « Cette semaine doit être difficile pour tous les smicards en France. Plus dure que pour les autres. Pour eux, il ne s'agit malheureusement pas que de pouvoir, mais de « survie ». Aux uns et aux autres, à ceux qui se battaient d'abord pour le quantitatif comme à ceux qui luttaient pour le qualitatif, le P.s. plus fort qu'avant, plus lucide, avec des militants trempés par l'épreuve, doit donner des raisons d'espérer et de vaincre. Et il en a aujourd'hui les moyens. »

Ces trois dernières années, le P.s. a su utiliser ses moyens. Il a su faire de la désunion imposée une arme, il a su expliquer la crise, faire progresser ses idées, désigner le seul candidat à la présidence possible. Aujourd'hui, il récolte les fruits de tout cela. Le 21 juin sera une belle moisson. ●

Les cinq "nouveaux" élus du premier tour

En 1973, le Parti socialiste comptait un seul élu, au premier tour : André Delelis dans la treizième circonscription du Pas-de-Calais. En 1978, aucun. Le 14 juin, quarante-huit socialistes ont été réélus. Parmi les cinq « nouveaux », un seul, Charles Josselin, qui avait été battu en 1978, n'était pas un néophyte.

PAR EMMANUELE PLAS

Charles Josselin, une "figure" de la Bretagne

Ce n'est pas tout à fait un nouveau. Charles Josselin, le maire de Pleslin-Trigavou, a retrouvé, dès le 14 juin, le siège de la deuxième circonscription des Côtes-du-Nord qu'il avait perdu, en 1978.

52,40 % au premier tour, c'est quand même une surprise pour les militants des Côtes-du-Nord où le Parti socialiste est sur le point de remporter les quatre autres sièges, le 21 juin. Mais il semble bien que l'échec de Charles Josselin, en 1978, n'ait été qu'un « accident ». Après une campagne de calomnies venues des tenants de l'école privée. Trois ministres, dont Raymond Barre, étaient même « descendus » à Dinan pour faire battre ce « fossoyeur de la liberté de l'enseignement ».

Cette fois encore, les enseignants et les parents de l'école privée ont fait donner la grosse artillerie : ils ont mené parallèlement à la campagne du député sortant une campagne de réunions cantonales. Mais trop, c'est trop ; il y a eu, semble-t-il, un phénomène de rejet. D'autant que l'action de Josselin est bien connue dans le département puisqu'il est président du conseil général, depuis 1976. A cette date et pour la petite histoire, il était le plus jeune président de conseil général de France. En 1979, il était élu au Parlement européen.

Avec Charles Josselin, c'est une « figure » de la Bretagne qui va siéger, à nouveau, au Palais-Bourbon.

Charles Metzinger, une grande "première" en Moselle

Charles Metzinger est, depuis le 14 juin, député de la cinquième circonscription de la Moselle : une grande première pour ce socialiste de 52 ans, inconnu jusque-là au plan national. C'était sa première campagne législative. Il a été élu au premier tour avec près de 6 000 voix d'avance sur le candidat sortant R.p.r. « Ça a été une grosse surprise, on s'attendait à un ballottage favorable », remarque Charles Metzinger, qui depuis 1967 représente au conseil général le canton de Freyming-Merlebach. Son analyse du scrutin : au fil des précédentes élections, la progression socialiste était évidente.

Ce professeur d'allemand, père de trois enfants, va se mettre en disponibilité pour siéger à l'Assemblée nationale. Président de la commission des affaires culturelles, au conseil général, il a favorisé une politique de création dans son département : pour le Théâtre populaire de Lorraine, la Comédie de Lorraine, les Marionnettes de Metz notamment. Il s'est aussi occupé de la coordination des conservatoires municipaux et s'est engagé dans la bagarre contre les fermetures de classes dans le primaire. Au palmarès du travail de militant et d'élu de Charles Metzinger s'inscrit en bonne place l'action qu'il mène avec les retraités des houillères pour l'augmentation de leurs avantages en nature.

« Je ne suis pas seulement l'élu des mineurs », remarque Metzinger. Il n'a pas fait sa campagne seulement sur le charbon : les menaces de licenciement chez Bauknecht, Gerlach, Munch sont au premier rang des préoccupations du nouveau député. Ajouter à ce travail militant tous azimuts l'intérêt qu'il porte à l'aménagement de l'espace rural.

Pierre Ortet, une bonne implantation locale

Six candidats se disputaient le siège de la sixième circonscription de la Haute-Garonne. Et pourtant le socialiste Pierre Ortet l'a emporté au premier tour avec 55,9 % des suffrages.

Le siège de Saint-Gaudens était déjà détenu par un député socialiste qui ne se représentait pas. Mais c'est la première fois qu'un député socialiste était élu au premier tour dans cette circonscription.

Pierre Ortet, quarante-sept ans, se présentait pour la première fois à un scrutin législatif. Il était entré en 1972 au Parti socialiste. Un an plus tôt, il emportait la mairie de Villeneuve-la-Rivière, une commune de 1 200 habitants, dont il est aujourd'hui encore le premier magistrat. En 1973, il était élu au conseil général. Une bonne implantation locale qui n'a pu que le servir le 14 juin.

L'explication de son succès, selon Pierre Ortet, réside d'abord dans l'élan national créé par l'accession de François Mitterrand à l'Elysée. Mais il est dû aussi à la personnalité de ses adversaires ou concurrents : un candidat de droite, patron d'entreprise qui n'a pu remonter une entreprise en diffi-

Renée bouscule le "parrain"

« ALDUY menacé » titrait, le 15 juin, « l'Indépendant » de Perpignan. Un signe pour ce journal qui n'avait jamais caché ses sympathies pour le « parrain ». En effet, la candidate socialiste, Renée Soume, en prenant la tête des candidats de gauche — elle dépasse de près de dix points le candidat communiste — est maintenant assurée de son élection.

Alduy n'a recueilli que 40,68 % des suffrages et n'a plus de réserve : il était le candidat unique de la droite. Même si — pour cause de canicule, semble-t-il — la participation a été encore moins forte que la moyenne nationale, Alduy ne devrait pas pouvoir combler le 21 juin ses 14 000 voix de retard.

Quoi qu'il en soit, à droite, comme à gauche, les Catalans n'en reviennent pas. Il semble en tout cas certain que le Parti socialiste a plutôt tiré avantage de cette candidature féminine : cela aussi était un signe de renouveau.

E.P.

culté malgré les aides qui lui ont été allouées. Un candidat M.r.g. peu connu qui a amené de nombreux radicaux de gauche à voter socialiste dès le premier tour. Quant au Parti communiste, il est passé de 9 000 voix, en 1978, à 5 000 voix, le 14 juin.

Bernard Bardin, l'élu du président

« Il y a de quoi être un peu complexé, mais je travaillerais à ma manière, beaucoup sur le terrain et en équipe, dit Bernard Bardin, un professeur de collège de quarante-six ans qui occupera le siège de François Mitterrand à l'Assemblée nationale. » Depuis 1978, Bernard Bardin était le suppléant de François Mitterrand. Ce Nivernais d'une petite commune des environs de Corbigny a toujours enseigné dans son département d'origine. Militant au P.s.u., il a adhéré en 1975 au Parti socialiste. L'année suivante, il était élu au conseil général et siège depuis à la commission départementale. Peut-être parce que son père fut domestique de ferme avant d'être gendarme, Bernard Bardin s'est d'abord intéressé aux problèmes agricoles. Pour son département, il en est devenu un spécialiste. En 1977, Bardin était élu maire de Clamecy, à la tête d'une équipe d'union de la gauche. A Clamecy, le 26 avril, François Mitterrand a recueilli 42 % des suffrages. Le 14 juin, son ancien suppléant réunissait 52 % des voix.

Avec cinq candidats en présence, les militants de la circonscription de Château-Chinon n'espéraient pas un score dépassant 48 %, le 14 juin. Il a été de 54,6 %. Mais les électeurs ont sans doute voulu suivre le conseil du président de la République. François Mitterrand avait dit en venant déposer son bulletin dans l'urne : « Avec Bernard Bardin, vous aurez un bon député. »

Augustin Bonrepaux, pour la survie de l'Ariège

Augustin Bonrepaux se présentait pour la première fois aux élections législatives. Il a été élu le 14 juin député de la première circonscription de l'Ariège. Il remplace, à ce siège, le socialiste Gilbert Faure qui ne se représentait pas et avait été élu pour la première fois en 1962.

A 44 ans, Augustin Bonrepaux est professeur de physique dans un C.e.s. de Foix. Entré au Parti socialiste en 1970, il a été élu maire d'Orlu, une commune de montagne qui compte cent trente habitants, en 1972. En 1976, il entrait au conseil général. Il est maintenant président de la commission départementale. Il a particulièrement travaillé sur le problème des finances locales des communes rurales. Il est aussi le président de l'union départementale des élus socialistes et républicains.

Augustin Bonrepaux ne s'attendait pas à être élu, dès le premier tour ; il espérait atteindre 45 % des suffrages, il en a obtenu un peu plus de 50 %. Il constate que la gauche réunit 73 % des voix dans ce département qui vote socialiste depuis la Libération. L'explication de son score du 14 juin, Augustin Bonrepaux la trouve dans l'immense espoir que les habitants de cette région de montagne, abandonnée depuis des années, a mis dans l'arrivée de François Mitterrand à l'Elysée. Pour qu'enfin la solidarité nationale ne soit plus un vain mot. ●

DROITE

Ces "grosses têtes" qui vacillent

La grande lame socialiste a déjà fait tomber quelques ténors de la droite. Dimanche prochain, la moisson sera amplifiée et l'U.d.f. paiera un plus lourd tribut que le R.p.r. ... ce qui laisse augurer de beaux jours pour l'Union pour la nouvelle opposition !...

PAR MICHELE KESPI

ALAIN Peyrefitte, Yves Guéna, Philippe Malaud, Jean-François Deniau, autant de têtes qui risquent de tomber dans les rangs giscardiens lors du second tour des élections législatives. Chiraquiens et centristes perdront certainement quelques têtes d'affiches avec le renvoi dans leurs foyers de Jean Royer, de Claude Labbé, d'Hector Rolland ou de Michel Durafour.

Dans la quatrième circonscription de Seine-et-Marne, à Provins, l'ancien ministre de la Justice est sérieusement menacé par le candidat socialiste Marc Fromion : Alain Peyrefitte perd en effet plus de 4 000 voix par rapport à 1978. Le duel, certes, sera serré mais la gauche enlève au premier tour 51,98 % des suffrages, laissant derrière elle Peyrefitte avec 48 % seulement. Sans oublier que les gaullistes de gauche se sont prononcé, dès le 15 juin, pour le désistement en faveur du P.s. Pourtant, dans cette région essentiellement rurale, Alain Peyrefitte a tout tenté pour faire peur : fait rare, on l'a vu descendre dans l'arène et sillonner les 147 communes de la circonscription pour brandir l'épouvantail de la nationalisation du crédit, de la collectivisation des terres, etc. Mais on a aussi remarqué que, lors de ses grandes réunions publiques, que ce soit à Montereau, à Provins ou à Bray-sur-Seine — dont il est conseiller général —, ses auditeurs sont venus moitié moins nombreux qu'en 1978. « Il a bien senti, commente Marc Fromion, qu'il s'est coupé, au fil des ans, de l'électorat de base... »

Yves Guéna, giscardien depuis peu, puisqu'il soutenait encore Michel Debré au premier tour des présidentielles, doit sans doute une part de son futur échec à la colère des militants R.p.r. devant ce flou politique. Parachuté dans la première circonscription de Dordogne en 1962 avec la marée gaulliste, le maire de Périgueux, distancé pour la première fois dans sa ville par la gauche (qui a 10 000 voix d'avance sur lui dans l'ensemble de la circonscription) regarde de son œil morne l'irrésistible ascension de Roland Dumas. Le candidat socialiste, qui pensait que l'élection se jouerait au premier tour s'il arrivait en tête de la gauche — c'est fait —, est en train de gagner son pari. Et Yves Guéna devra sans doute, comme il l'a osé au soir du deuxième tour des présidentielles, demander à des policiers de venir garder son château de Champérac : il voulait se protéger de la populace !

Pour Philippe Malaud, député sortant de la première circonscription de Saône-et-Loire, la situation n'est pas plus gaie. L'ancien ministre de la Fonction publique qui voulait y faire interdire le droit de



grève, l'ancien ministre de l'Information qui aimait tant la chasse aux sorcières, l'homme qui se vantait d'avoir obtenu pour Giscard le soutien du P.f.n., a joué sur le terrain un apolitisme de bon ton qui lui a valu seulement 46 % des suffrages, tandis que le candidat socialiste, Jean-Pierre Worms, en recueille 40,1 % et le candidat communiste 11,3 %. Pourtant, Philippe Malaud est un député qui se donne beaucoup de mal : pas une demande de bourse ou d'allocation qui ne soit précédée d'une lettre de lui. Les services de l'administration croulent sous sa littérature, lui répondent qu'ils ont pris bonne note de son intervention... et Malaud s'empresse d'envoyer aux intéressés une photocopie de cette réponse. Son entourage épluche les petites annonces de naissances, de mariages, de décès : aucun événement familial n'échappe à une lettre personnelle. Quelquefois, évidemment — à vouloir trop bien faire, on en fait trop ! —, il y a des erreurs, et des habitants en parfaite santé ont ainsi reçu des condoléances pour leur propre décès ! Comme le dit Jean-Pierre Worms en riant : « Il n'existe pas ici un électeur qui n'ait reçu au moins cinq ou six lettres de Malaud... Un modèle de clientélisme mis en œuvre avec rigueur par un énarque. » Mais à trop couper de rubans, le maire de Dampierre-les-Ormes a perdu de vue les dossiers sérieux. Courir les inaugurations ne suffit pas à faire un bon député. Les électeurs se sont lassés d'un homme qui disait à son adversaire socialiste, quelques jours avant l'ouverture de la campagne : « Ne me dites pas que nous allons nous opposer politiquement. Moi, je ne fais pas de politique, je serre des mains »...

Triste semaine aussi pour l'ancien ministre des Réformes administratives de Giscard, Jean-François Deniau. Le voilà loin derrière la gauche, avec ses 25 700 voix du premier tour : le candidat communiste qui le talonnait déjà en 1978, peut en effet compter sur ses 17 150 voix auxquelles s'ajoutent les 15 120 du candidat socialiste. Jean-François Deniau n'aura pas été longtemps député de la première circonscription du Cher. Il a d'ailleurs fort peu occupé son siège qu'il a cédé à son suppléant pour cause de nombreuses et diverses fonctions ministérielles. « Passage éclair à Bourges » pourrait être le titre de son premier ouvrage. Car cet énarque est aussi écrivain : il a déjà publié un livre qu'il relira peut-être au soir du 21 juin, un roman au titre prémonitoire, « Au bord des larmes ».

Jean Royer, l'inénarrable maire de Tours, se retrouve en ballottage serré face au socialiste Paul Lussault, bien qu'il ait été candidat unique de la droite. Et malgré des efforts non mesurés. N'a-t-il pas, le dimanche 14 juin, jour de l'élection, offert un repas à un millier « d'anciens » de la ville, que des autobus providentiels amenaient voter sitôt les agapes terminées ? N'a-t-il pas, le samedi 13 juin, veille de l'élection, inauguré un futur parc de loisirs sur une propriété... acquise par la ville il y a dix ans ? D'ailleurs, toute sa campagne n'a été que prévenance envers les personnes âgées à qui il n'a pas oublié de signaler que la gauche au pouvoir c'était aussi un grand risque pour les droits de succession ! Ainsi que pour l'école privée, la santé, l'éduca-

(suite en page 6)



Yves Guéna, Jean Royer, Michel d'Ornano, Roger Chinaud, Claude Labbé et Alain Peyrefitte, vus par Solo.



(Suite de la page 5)

tion... Théories classiques. Royer, comme les trois autres députés sortants de l'Indre-et-Loire, risque bien de perdre son siège.

Claude Labbé, qui est dans la même situation dans la neuvième circonscription des Hauts-de-Seine où il est talonné par le candidat socialiste, Henri Neuville, a mené le même type de campagne. Le président du groupe R.p.r. à l'Assemblée nationale n'a pas fait dans l'original, si ce n'est qu'on l'a vu sur place, chose fort rare en dehors des périodes électorales. Mais dans les réunions du Rotary club, ou dans de luxueuses brochures distribuées dans les boîtes aux lettres, il s'est livré à une campagne uniquement défensive en attaquant les propositions socialistes. Exemple : un tract intitulé l'école socialiste et divisé en trois chapitres « la politisation », « le nivellement », « le désordre ». On y apprend que l'école prépare « les esprits des jeunes aux transformations fondamentales qui créent des Etats marxistes . » *(sic)* Sa campagne pour le second tour se poursuit sur la même intéressante lancée...

Hector Rolland, lui, député sortant de la première circonscription de l'Allier, à Moulins, est un optimiste. Face à un candidat socialiste qui rafle 18 000 voix au premier tour, tandis que le Parti communiste recueille plus de 8 000 voix, Hector Rolland s'estime heureux de ses 19 000 voix ! Dès le 15 juin, il remercie ses électeurs dans la presse régionale en concluant : « En route pour la victoire. » Oubliant sans doute qu'il est en perte de vitesse dans toutes les communes rurales, et que, même dans la ville de Moulins, qui vote traditionnellement à droite, il vient de perdre mille voix...

Enfin, Michel Durafour, député sortant de Saint-Etienne, se retrouve avec un retard de plus de 3 300 voix sur la gauche. Dans la première circonscription de la Loire, Paul Chomat, premier adjoint au maire communiste de Saint-Etienne, risque bien de lui prendre son siège (7 100 suffrages sont allés au P.c., 6 500 à Huguette Bouchardeau, candidate P.s.u. soutenue par le P.s. et le M.r.g., tandis que 9 500 électeurs seulement se sont prononcés pour Durafour).

La défaite d'un Michel Durafour laisse indifférents les giscardiens. Que Claude

Les entretiens du jeudi

Le 25 juin de 19 h à 21 h
Salle Marie-Thérèse Eyquem
10 rue de Solférino
avec Paul Quilès et
Véronique Neiertz

Vous reprendrez bien un peu de cirage...

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

Il faisait vraiment très chaud. J'avais très soif. Je suis entré dans un bistrot. L'arrière-salle semblait très fraîche. Je me suis assis. Dans mon dos, ça discutait dur. Je n'avais pas spécialement l'intention d'écouter. Je n'étais pas venu pour ça. Mais ils parlaient tellement fort... Ils causaient de tout et de rien, comme dans tous les bistrots. Réflexe professionnel : j'ai commencé à prendre des notes. J'ai voulu savoir si, par hasard, je ne connaissais pas l'un ou l'une d'entre eux. Je me suis retourné. Je les connaissais tous : Jacqueline Baudrier, Claude Condamine, Jean-Louis Guillaud, Maurice Ulrich, Jean-Marie Cavada, Jean-Pierre Elkabbach, Roland Faure. Quelle brochette ! Rien que des p.-d.g. et des directeurs d'informations de la radio et de la télé. Ils n'ont absolument pas fait attention à moi. J'ai remis mon nez et mon stylo dans mon calepin. Je ne sais pas vraiment qui a dit quoi. Mais, ils ont dit tout ça ! Je vous relis mes notes.

« Il se passe des choses bizarres chez moi... Chez moi aussi... Ben oui, figurez-vous que nos studios sont envahis par des tas d'inconnus qui se disent ministres... Les miens aussi. Même que je me suis demandé si je n'allais pas appeler la police... Moi, je l'ai fait. Mais j'ai dû avoir un faux numéro, parce que le soi-disant policier m'a affirmé que les ministres avaient changé ces temps. Je lui ai raccroché au nez : quand il y a des nouveaux ministres, « on » nous prévient... Ecoutez, moi j'ai appris quelque chose de plus surprenant : on m'a affirmé qu'il y avait un nouveau président !... Ah bon ?... Oui, il aurait même parlé à Montélimar. Il serait allé à Taverny et à Beaubourg. Pourquoi on n'a pas été prévenus ?... On dit même qu'il y aurait une nouvelle majorité. Vous êtes au courant ?... Un nouveau ministre de la Communication ? Tiens... Il a parlé à Romans ? Il a dit des choses intéressantes ? Il a parlé de nous ?... Mais pourquoi il ne nous a pas invités ?... Quelle tête il a ce nouveau ministre ?... Ce ne serait pas celui qui nous a reçus l'autre jour ? Qu'est-ce qu'il nous a dit déjà ?... Ah oui : « règles d'objectivité ». Drôles de mots ! C'est quoi, l'objectivité ?... Quelles règles ? On vit vraiment des temps bizarres... Vous dites qu'il y a un nouveau ministre de l'Intérieur aussi ? Et qu'il répond aux questions des journalistes ? Vous êtes sûr que c'est un vrai ministre ?... Quoi ? Les caméras sont tombées en panne quand il a voulu parler ?... De toute façon nous, on n'y est pour rien. On est vraiment pour rien dans tout ce qu'il se passe... C'est vrai : on fait comme avant. On fait comme on a toujours fait... Y a des journalistes de chez moi, figurez-vous, qui disent qu'il ne faut plus seulement faire parler les ministres. Ils voudraient faire parler les gens aussi. Pour quoi faire ? A quoi ça sert de faire parler les gens ? Qu'est-ce qu'ils ont à dire les gens ?... De toute façon, ceux qui ont des choses à dire, on les connaît depuis des années. Pourquoi on en chercherait d'autres ?... S'il y en avait d'autres qui ont des choses à dire, le gouvernement nous les signalerait... Tiens, je trouve qu'il ne nous appelle plus tellement le gouvernement !... Mais c'est parce qu'il y aurait un autre gouvernement... Un autre gouvernement ? Un gouvernement qui ne nous appelle pas ? Ça ne peut pas être un vrai gouvernement !... Il circule des bruits étranges dans nos couloirs... Quels bruits ?... Des bruits qui disent que nos contrats toucheraient à leur fin... Mais on vient tout juste de re-signer !... J'ai entendu ces bruits, moi aussi... Mais ce n'est pas possible. On n'a rien fait !... Justement !... Comment « justement » ?... Eh bien oui, il paraît qu'on ne fait rien, qu'on est au courant de rien, qu'il se passe des choses et qu'on n'en parle pas... En somme, on nous accuse d'être distraits ?... Oui, c'est ça... Mais c'est une honte !... Totalement injuste !... Ecoutez, tout ça c'est incroyable, non ?... Qui aurait quelque chose à nous reprocher ? Nous, on n'a rien à se reprocher. On est des professionnels... Alors, on devrait peut-être faire un syndicat... Oui, mais un syndicat indépendant ! Parce que nous, on est des gens indépendants... Vous avez raison : on ne va quand même pas se laisser influencer par les événements !... Vous avez dit « événements » ? Quels événements ? On serait au courant... Allez, vous reprendrez très bien un peu de cirage... »

Je venais de finir mon demi. J'ai appelé le garçon et je lui ai réclamé d'urgence un cognac.



Paris à égalité entre P.s. et R.p.r.

PAR ANTOINE VIOLET

PARIS partagé entre le R.p.r. et le Parti socialiste, telle est la nouvelle carte électorale qui sortira des urnes dimanche soir. C'est un bouleversement de taille si l'on songe que la capitale n'a eu longtemps que des députés de droite et des élus communistes avec, épisodiquement, un ou deux socialistes (Claude Estier en 1967-68, Paul Quilès et Edwige Avice dans l'Assemblée sortante).

Mis à part les deux élus U.d.f. du XVIe arrondissement, Georges Mesmin et Gilbert Gontier, les douze autres sortants réélus dès le premier tour appartiennent au R.p.r. Leur « rente de situation » a joué cette fois encore, bien que ce soit de justesse pour Pierre-Charles Krieg, dans les 1er/IVe arrondissements, et pour Claude Marcus, dans le Xe.

Dix-sept sièges sur les trente et un de la capitale restent donc en ballottage. En se fondant sur les chiffres de voix du premier tour, l'ex-majorité ne dispose d'un léger avantage que dans trois d'entre elles : avec Jacques Toubon face à André-Marie Rocque dans le XVe ; avec Paul Pernin face à M. Richard dans le XIIe ; avec Hélène Missoffe face à Colette Kahn dans le XVIIe, mais celle-ci, qui a réussi une belle performance au premier tour, n'a pas dit son dernier mot.

Dans six autres circonscriptions, l'avantage est tel pour les socialistes qu'aucun doute n'est possible. Il s'agit des deux sortants, Paul Quilès (XIIIe) et Edwige Avice (XIVe), mais aussi de Nicole Questiaux (XIIIe), Lionel Jospin (XVIIIe), André Billon (XIXe) et Jean-Paul Planchou (XXe). Dans quatre autres cas, le candidat socialiste dispose d'une avance suffisante pour avoir la plus grande probabilité de victoire : Georges Sarre (XIe) face à Alain Dewaquet ; Ghilaine Toutain (XIe) face à Claude Martin, Manuel Escutia (XIXe) face à J. Féron, enfin Michel Charzat (XXe) face au radical Didier Bariani.

Restent quatre duels plus serrés où la gauche a cependant également toutes les chances de l'emporter. C'est le cas de Bertrand Delanoë (XVIIIe Clignancourt) contre Joël Le Tac, de Stélio Farandjis (XIIe) contre le général de Bénouville et du gaulliste de gauche Pierre Dabezies (IIe/IIIe) face à l'ancien ministre U.d.f. Jacques Dominati. C'est enfin le cas de Claude Estier (XVIIIe Grandes-Carrières) contre le président du groupe U.d.f. sortant Roger Chinaud. Cette dernière bataille est sans doute la plus spectaculaire de la capitale pour le second tour. En passant de 22 % en 1978 à 38 % dimanche dernier, Claude Estier a réussi l'une des plus fortes progressions des socialistes à Paris tandis que Chinaud, bien que candidat unique de la droite, n'atteignait pas son objectif qui était de passer au premier tour. Il ne dispose pratiquement d'aucune réserve de voix alors que, pour la première fois, la gauche est majoritaire au premier tour dans cette circonscription traditionnellement difficile. L'élection de Claude Estier correspondrait probablement à celle de quatorze socialistes à Paris : autant que le nombre des élus appartenant au parti du maire Jacques Chirac.



Labbé se fasse battre n'inquiète pas outre mesure les chiraquiens qui ont déjà fait élire Bernard Pons et espèrent au second tour le succès de Toubon, qui pourrait alors devenir le grand homme du R.p.r. A l'état-major de ce parti, on se dit que l'on va pouvoir régner tranquillement sur la future opposition, car toutes les grandes têtes du giscardisme sont tombées, ou vont tomber. Jacques Blanc, secrétaire général du P.r., peut bien claironner que « Giscard va revenir comme de Gaulle le 18 juin », le scrutin a marqué surtout la vulnérabilité accrue de l'U.d.f. Chacune des deux familles de la droite fait ses comptes. Certes, l'Union pour la nouvelle majorité demeure officiellement... jusqu'au 21 juin. Jacques Chirac a tenu à rappeler que l'U.n.m. existait encore. Mais il est bien le seul à avoir prononcé ce sigle. Ni Lecanuet ni Chinaud n'y ont fait la moindre allusion. L'alliance, en fait, a pris fin depuis le 14 juin au soir. Les chiraquiens, grands gagnants du pacte électoral, se vantent en privé « d'avoir envoyé Giscard au tapis ». L'U.d.f., qui n'aura même plus de porte-parole célèbre au Palais Bourbon, essaie de colmater les brèches. Tout en lorgnant d'un œil inquiet du côté des centristes qui, lassés des uns comme des autres, envisagent la création d'un groupe autonome dans la future Assemblée... C'est cette inquiétude qui dicte déjà à Michel Pinton, délégué général de l'U.d.f., des avertissements tels que : « Nous serons une opposition intransigeante. »

Mais pour constituer une opposition, encore faut-il s'entendre. Ce n'est pas, visiblement, le chemin emprunté par les deux principaux groupes de droite. Et l'U.n.m., née à la veille de l'élection présidentielle, aura duré exactement ce que durent les alliances d'intérêts immédiats : le temps d'une campagne électorale.



Pascal Lebrun

Lionel Jospin et son suppléant Daniel Vaillant accueillis par les militants du XVIIIe, rue de Trétaigne.

Les 139 tests de "l'Unité"

	DEPARTEMENTS	CIR	VILLE (député sortant)	CANDIDAT	LEGISLATIVES 1978 PREMIER TOUR 1973	LEGISLATIVES 1978 PREMIER TOUR	LEGISLATIVES 1978 DEUXIEME TOUR	MITTERRAND 10 MAI 1981	LEGISLATIVES 1981 PREMIER TOUR	LEGISLATIVES 1981 DEUXIEME TOUR
	Aisne	5e	Soissons U.d.f. Rossi	Bernard Lefranc	14	23,3	48,7 (P.c.)	55,7	35	
	Allier	1ère	Moulins R.p.r. H. Rolland	J.P. Desgranges	23	24,4	48,3 (P.c.)	56,2	39,1	
	Hautes-Alpes	1ère	Gap U.d.f. B. Reymond	Daniel Chevalier	25,5	24,8	47 (M.r.g.)	53,3	37,8	
	Alpes-Maritimes	1ère	Nice U.d.f. Ehrmann	Max Gallo	8,5	14,6	46,4 (P.c.)	50,1	30,5	
		3e	Puget-Thénier U.d.f. F. Icard	Jean Colona	—	14,4	43 (P.c.)	49	30,8	
	Ardèche	1ère	Privas U.d.f. P. Cornet	Robert Chapuis	19,8	20,4	48,6 (P.c.)	54,2	35,6	
		3e	Largentières R.p.r. A. Lioger	J.M. Alaize	16,2	19,2	45,3 (P.c.)	50,4	34,9	
	Ardennes	1ère	Mézières P.c. Alain Léger	Roger Mas	19,5	25,1	50,9 (P.c.)	54,9	33,4	
		3e	Sedan R.p.r. Sourdille	Gilles Charpentier	23,9	26,9	49,4 (P.s.)	53,3	37,7	
	Aube	2e	Troyes R.p.r. Robert Galley	Jean Weinling	29,3	25,9	—	50,4	37,6	
		3e	Romilly Maj. Paul Granet	Michel Cartelet	22	19,4	46,7 (P.c.)	51,5	30,10	
	Calvados	2e	Lisieux R.p.r. B. Bisson	Henri Delisle	27	28,3	48 (P.s.)	52,4	46,8	
		3e	Pont-l'Evêque U.d.f. M. d'Ornano	Jean Besse	12,9	20,5	44,4 (P.s.)	48,7	35,6	
	Charente	2e	Cognac R.p.r. F. Hardy	Bernard Villette	13,6	17,1	46,3 (P.c.)	53,7	39,5	
	Charente-Maritime	2e	Rochefort Maj. J.G. Branger	Michel Fort	16,1	23,3	46,3 (P.s.)	52,5	34	
	Cher	1ère	Bourges U.d.f. J.-F. Deniau	Bernard Gourdon	12	16,3	48,1 (P.c.)	52,1	P.c. en tête	
		3e	Saint-Amand R.p.r. M. Papon	Berthe Fievet	9,5	14,5	48,5 (P.c.)	53,1	29,3	
	Corrèze	2e	Brive P.c. J. Chaminade	J.C. Cassaing	20,2	21,4	50,7 (P.c.)	60,2	32,6	
	Côte-d'Or	1ère	Dijon R.p.r. R. Poujade	Roland Carraz	23,3	27,4	46,7 (P.c.)	53,4	43,5	
		2e	Dijon R.p.r. H. Berger	Hervé Vouillot	24,4	31,4	47,3 (P.s.)	52,9	41,8	
		3e	Beaune Maj. J.-P. Lecat	Pierre Charles (M.r.g.)	27,3	32,6	46,9 (M.r.g.)	51	Pierre Charles se retire.	
		4e	Montbard U.d.f. G. Mahieu	Michel Meugniot	13,2	16,4	43,6 (P.c.)	55,5	27,3	
	Côtes-du-Nord	1ère	Saint-Brieuc U.d.f. S. Couepel	Yves Dollo	5,2	23,6	47,7 (P.c.)	55,5	36	
		2e	Dinan U.d.f. R. Benoît	Charles Josselin	29,3	38,1	49,4 (P.s.)	52,7	P.s. élu	
		3e	Loudeac Maj. M.-M. Dienesch	Didier Chouat	9,9	22,5	48 (P.s.)	52,7	38	
		4e	Guingamp P.c. François Leizour	Maurice Briand	7,4	22,2	51 (P.c.)	60,8	39,6	
	Creuse	1ère	Guéret R.p.r. J.C. Pasty	André Lejeune	26,5	26,2	49,6 (P.s.)	54,9	40,4	
	Dordogne	1ère	Périgueux R.p.r. Yves Guéna	Roland Dumas	22,5	22,3	49,6 (P.c.)	59,6	34,9	
		4e	Sarlat P.c. Lucien Dutard	René Magnanou	24,3	23,8	52,7 (P.c.)	59,6	P.c. en tête	
	Doubs	1ère	Besançon R.p.r. R. Tourrain	Joseph Pinard	25,1	30,5	49,3 (P.s.)	51,9	42,1	
	Eure	1ère	Evreux U.d.f. P. Monfrais	Luc Tinseau	18,7	21	44,8 (P.c.)	44,8	33,1	
		3e	Louviers U.d.f. R. Montagne	François Loncle (M.r.g.)	17,5	24,5	49,9 (M.r.g.)	53,9	42,1	
		4e	Les Andelys R.p.r. J. Tailleur (1)	F. Deschaux Baume	12,7	17,5	44,8 (P.c.)	50,5	34,4	
	Eure-et-Loir	2e	Dreux R.p.r. M. Tangourdeau	Françoise Gaspard	26,2	29	48,8 (P.s.)	49,7	40,6	
	Finistère	2e	Brest U.d.f. E. Berest	Jo Gourmelon	18,7	29,8	49,6 (P.s.)	51,1	41,6	
		6e	Chateaulin R.p.r. J. Creen	Jean Beaufort	20,2	15,6	42,8 (P.c.)	51,3	32,2	
		7e	Douarnenez R.p.r. G. Guerneur	Jean Peuziat	30,7	14,5	40,3 (P.c.)	49,3	35,6	
	Gard	1ère	Nîmes P.c. Emile Jourdan	Jean Matouk	21,9	17,4	50,6 (P.c.)	54,6	P.c. en tête	

(1) partielle janvier 1981

Les 139 tests de "l'Unité"

	DEPARTEMENTS	CIR.	VILLE (député sortant)	CANDIDAT	PREMIER TOUR 1973	LEGISLATIVES 1978 PREMIER TOUR	LEGISLATIVES 1978 DEUXIEME TOUR	MITTERRAND 10 MAI 1981	LEGISLATIVES 1981 PREMIER TOUR	LEGISLATIVES 1981 DEUXIEME TOUR
	Gironde	1ère	Bordeaux R.p.r. J. Valleix	Jacques Dangoumau	24	27,9	44 (P.s.)	49,3	37,9	
		9e	Libourne R.p.r. César (2)	Gilbert Mitterrand	25,1	33,1	49,2 (P.s.)	55,1	46	
	Hérault	1ère	Montpellier U.d.f. F. Delmas	Georges Frèche	23,4	27,2	49,6 (P.s.)	52,3	38,2	
	Ille-et-Vilaine	1ère	Rennes R.p.r. J. Cressard	Edmond Hervé	18,1	32,6	45,7 (P.s.)	51,5	45,5	
		2e	Rennes R.p.r. F. Le Douarec	J.M. Boucheron	22,3	28,7	46,9 (P.s.)	53	44,6	
	Indre	1ère	Châteauroux R.p.r. M. Aurillac	Michel Sapin	15,1	16,3	48,8 (P.c.)	54,2	30,8	
		2e	Issoudun U.d.f. M. Tissandier	André Laignel	19,1	24,2	47,7 (P.c.)	53,6	40,5	
		3e	Le Blanc R.p.r. Thibault	Andrée Renault	15,5	25,3	48,7 (P.s.)	51,8	39,9	
	Indre-et-Loire	1ère	Tours Maj. J. Royer	Paul Lussault	17,8	22,5	46 (P.s.)	54,1	35,6	
		2e	Saint-Cyr-sur-Loire U.d.f. J. Delaneau	J.M. Testu	28,3	32	48,2 (P.s.)	50,9	44,9	
		3e	Loches R.p.r. J. Castagnou	Christiane Mora	—	20,3	49,9 (P.s.)	53,1	42,4	
		4e	Chinon R.p.r. A.G. Voisin	Jean Proveux	23,4	26	46,3 (P.s.)	52,5	42,4	
	Isère	1ère	Grenoble U.d.f. G. Cabanel	Odile Sicard	18,3	23	49,7 (P.s.)	55,1	33,1	
		7e	La Tour du Pin U.d.f. Cottin-Bezin	Georges Bally	20,6	22,9	48,2 (P.s.)	53,5	38	
	Jura	1ère	Lons-le-Saunier U.d.f. R. Feit	Alain Brune	17,7	23,9	46,7 (P.s.)	50,4	36,6	
		2e	Dôle U.d.f. G. Barlier	J.-P. Santa Cruz	18,6	25,3	49,1 (P.s.)	54,4	34,3	
	Loir-et-Cher	1ère	Blois U.d.f. P. Sudreau	François Mortelette	15,3	23,7	—	52,2	37,1	
		2e	Romorantin R.p.r. R. Corrèze	Jeanny Lorgeoux	23,1	27,9	—	51,1	36,9	
		3e	Vendôme U.d.f. J. Desanlis	Robert Girond	28,7	26,5	45,9 (P.s.)	47,7	39,3	
	Loire	2e	Saint-Etienne R.p.r. L. Neuwirth	Bruno Vennin	17,5	22,5	46,1 (P.c.)	52,3	33,4	
		3e	Saint-Chamond U.d.f. A. Chazalon	Jacques Badet	18,5	24	49,5 (P.s.)	52,2	41	
	Loire-Atlantique	1ère	Nantes R.p.r. Pervenche	Jean Nattiez	23,1	23,8	47,1 (P.s.)	51,5	39,8	
	Loiret	2e	Orléans R.p.r. R. Soilé	J.C. Portheault	19,6	19,5	46,3 (P.c.)	50	32,8	
		4e	Montargis R.p.r. X. Deniau	Claude Dupont	15,1	17,2	40,6 (P.c.)	48,3	R.p.r. élu	
	Marne	1ère	Reims U.d.f. J.-L. Schneiter	Georges Colins	18,8	20,9	45,9 (P.c.)	51,2	30,4	
		2e	Reims R.p.r. J. Folola	Francis Letzgers	18,4	18,3	43,9 (P.c.)	50	29,8	
		3e	Chalons R.p.r. J. Bernard	Annette Chepy	18	18,5	45,3 (P.c.)	49,3	28,3	
	Haute-Marne	1ère	Chaumont U.d.f. C. Fevre	Jean Carrier	16,1	20,9	45,8 (P.s.)	50,9	37,9	
		2e	Saint-Dizier R.p.r. J. Delong	Guy Chanfrault	13,8	20,4	47 (P.c.)	53,2	33,2	
	Meurthe-et-Moselle	2e	Nancy U.d.f. C. Coulais	Jo Durupt	22,4	26,8	49,3 (P.s.)	52,7	41,5	
		5e	Toul U.d.f. M. Bigeard	J.-P. Chagnollaud	17,3	25,2	45,8 (P.s.)	47,9	U.d.f. élu	
	Meuse	1ère	Bar-le-Duc U.d.f. J. Longuet	Jean Bernard	27,5	31,2	47,5 (P.s.)	49,4	44,10	
	Nord	16e	Cambrai R.p.r. J. Legendre	Jean Le Garrec	28,9	22,8	49,9 (P.c.)	57,3	36,5	
	Oise	1ère	Beauvais R.p.r. M. Dassault	Walter Amsallem	22,3	22,2	—	52,6	R.p.r. élu	
		4e	Senlis R.p.r. A. Dehaine	Jean Anciant	23,1	24,7	49,7 (P.c.)	54,7	36,9	
		5e	Beauvais R.p.r. J.-F. Mancel	Guy Vadepied	19,2	16,5	47,8 (P.c.)	53,3	29,9	
	Puy-de-Dôme	4e	Thiers U.d.f. Barnières	Maurice Adevah-Pœuf	34,8	28,9	49,1 (P.s.)	56,6	46,1	
	Pyrénées-Atlantiques	2e	Oloron R.p.r. Cazalet	Henri Prat	16,8	27,5	49,3 (P.s.)	54,5	41,4	
		4e	Bayonne R.p.r. B. Marie	J.-P. Destrade	19,4	25,5	—	48	39,5	
	Pyrénées-Orientales	1ère	Perpignan Maj. Alduy	Renée Soum	35,5	22,4	48,9 (P.c.)	55,1	33,7	
	Bas-Rhin	2e	Strasbourg R.p.r. A. Bord	Jean Oehler	16,2	22,9	41,7 (P.s.)	43,8	40,2	
	Haut-Rhin	4e	Mulhouse U.d.f. E. Muller	Jean-Marie Bockel	9,7	21,2	38,8 (P.s.)	44,1	24,9	
	Rhône	1ère	Lyon R.p.r. R. Caille	Marie-Thérèse Patrat	16	21,7	48,3 (P.c.)	53,8	27,6	
		2e	Lyon U.d.f. M. Fenech	Gérard Colomb	25	23,5	47,1 (P.s.)	51,3	40,2	
		12e	Oullins R.p.r. X. Hamelin	Roland Bernard	25	24,5	47,8 (P.s.)	51,1	36,6	
	Haute-Saône	1ère	Vesoul U.d.f. P. Chantelot	Claude Charpentier	23,7	28,9	47,6 (P.s.)	50	41,7	
		2e	Lure U.d.f. J.-J. Bencler	J.-P. Michel	—	18,8	48,3 (P.s.)	55,3	42,9	
	Saône-et-Loire	1ère	Macon U.d.f. P. Malaud	J.P. Worms	23,5	26,5	47,4 (P.s.)	49,7	40,2	
		4e	Châlon R.p.r. A. Jarrot	André Lotte	23,4	24,6	49,9 (P.s.)	55,6	40,2	

(2) suppléant de Boulin

	DEPARTEMENT	CIR.	VILLE (député sortant)	CANDIDAT	PREMIER TOUR 1973	LEGISLATIVES 1978 PREMIER TOUR	LEGISLATIVES 1978 DEUXIEME TOUR	MITTERRAND 10 MAI 1981	LEGISLATIVES 1981 PREMIER TOUR	LEGISLATIVES 1981 DEUXIEME TOUR
	Sarthe	3e	La Flèche U.d.f. B. de Maigret	Guy Chauveau	30	24,8	48,8 (P.s.)	49,9	49,6	
		4e	Le Mans R.p.r. Le Theule	Jacques Jusforgues	14,6	18,5	—	51,4	R.p.r. élu	
	Seine-Maritime	1ère	Rouen U.d.f. H. Colombier	Michel Beregovoy	10,9	22	47 (P.s.)	49,4	35	
		5e	Fécamp U.d.f. C. Revet	Paul Dhaille	12,7	21,9	48,8 (P.s.)	52,6	37,2	
	Somme	2e	Montdidier R.p.r. J.-L. Massoule	Fleury	19,4	26	49,8 (P.s.)	53,7	35,7	
		5e	Péronne Maj. A. Audinot	Jacques Becq	16	17	46,2 (P.c.)	54,1	28,8	
	Tarn	2e	Castres R.p.r. J. Limouzy	J.-P. Gabarou	30,2	25,2	47 (P.s.)	51,5	46,5	
	Tarn-et-Garonne	1e	Montauban R.p.r. J. Bonhomme	Hubert Gouze	36,2	30,4	47,4 (P.s.)	53,9	44,3	
	Var	4e	Toulon-La-Seyne U.d.f. A. Precht	Christian Goux	17,8	19,3	46,6 (P.c.)	50,3	29,8	
	Vaucluse	2e	Carpentras U.d.f. M. Charretier	André Borel	24,2	20,3	48,5 (P.c.)	52,9	38,3	
	Vienne	2e	Chatellerault U.d.f. J.-P. Abelin	Edith Cresson	22,5	25,9	47,9 (P.s.)	53,9	42,9	
		3e	Montmorillon R.p.r. A. Lepercq	Raoul Cartraud	32,5	26,2	48,5 (P.s.)	50,7	31,4	
	Vosges	1ère	Epinal R.p.r. L. Seguin	Pierre Blanck	29,1	29,2	47,9 (P.s.)	50,1	37,8	
	Yonne	1ère	Auxerre U.d.f. J.-P. Soisson	Michel Bonhenry	19,9	22,9	43,8 (P.s.)	50,6	38,6	
		2e	Avallon U.d.f. M. Delprat	Léo Grezard	20,4	22,1	48,2 (P.s.)	51	36,2	
		3e	Sens R.p.r. J. Piot	Roger Lassale	13,8	18,2	44,9 (P.c.)	49	27,6	
	Paris	2e	(II et IIIe arrondt) U.d.f. J. Dominati	Pierre Dabezies	17	15,3	41,6 (P.c.)	52,7	31,6	
		8e	(Xe arrondt) R.p.r. G.C. Marcus	André Mandel	18,2	20,4	43 (P.s.)	52,2	R.p.r. élu	
		9e	(XIe arrondt) R.p.r. A. Devaquet	Georges Sarre	16,6	24,4	48 (P.s.)	54,1	40,8	
		10e	(XIe arrondt) R.p.r. C. Martin	Ghislaine Toutain	15,8	21,1	46,8 (P.c.)	54,8	37	
		12e	(XIIe arrondt) Maj. De Bénouville	Stellio Farandjis	17,3	21,8	45,9 (P.s.)	52	38,9	
		13e	(XIIIe arrondt) P.c. G. Moreau	Nicole Questiaux	17,5	21,9	53,3 (P.c.)	60,1	36,4	
		24e	(XVIIe arrondt) R.p.r. H. Missoffe	Colette Kahn	14,9	19,8	44,6 (P.s.)	49,9	34,20	
		25e	(XVIIIe arrondt) U.d.f. R. Chinaud	Claude Estier	20,5	22,3	45,5 (P.s.)	50,4	38	
		26e	(XVIIIe arrondt) R.p.r. J. Le Tac	Bertrand Delanoë	19,9	21	44,4 (P.s.)	51,8	35,5	
		27e	(18e arrondt) U.d.f. J.-P. Pierre-Bloch	Lionel Jospin	15,4	19,3	48,9 (P.c.)	56,2	39,6	
		28e	(XIXe arrondt) C.n.i.p. J. Féron	Manuel Escutia	14,2	18,6	48,7 (P.c.)	57,9	34,8	
		29e	(XIXe arrondt) P.c. Paul Laurent	Alain Billon	16,3	20,6	50,9 (P.c.)	58,3	34,5	
		30e	(XXe arrondt) U.d.f. D. Bariani	Michel Charzat	18,4	22,9	48,9 (P.c.)	57,3	35,2	
		31e	(XXe arrondt) P.c. L. Villa	Jean-Paul Planchou	16,4	21,7	50,2 (P.c.)	56,6	37,5	
	Seine-et-Marne	2e	Chelles P.c. G. Bordu	Jean-Pierre Fourre	17,3	18,6	52,5 (P.c.)	57,9	35,1	
		3e	Meaux U.d.f. R. Heraud	Robert Le Foll	19,7	27,5	48,2 (P.s.)	49,9	38,6	
		4e	Provins R.p.r. A. Peyrefitte	Marc Fromion	11,2	17	—	50,5	28,7	
	Yvelines	1ère	Houilles U.d.f. P. Bourson	Jean Le Gars	10,5	19,2	45,1 (P.c.)	51	32,1	
		7e	Mantes R.p.r. P. Ribes	Bernard Schreiner	13,7	20	49,1 (P.s.)	54,5	33,8	
		8e	Rambouillet U.d.f. N. About	Guy Malandin	9,7	25,3	49,8 (M.r.g.)	51,5	37,6	
	Essonne	1ère	Corbeil P.c. R. Cambrisson	Michel Berson	9,7	18,9	52,5 (P.c.)	56,7	32,4	
		2e	Arpajon R.p.r. B. Pons	Jacques Guyard	14,1	21,1	48 (P.c.)	54,9	35,6	
		3e	Longjumeau P.c. P. Juquin	Claude Germon	14,6	22,5	53,2 (P.c.)	58,4	34,7	
		4e	Palaiseau P.c. R. Vizet	Yves Tavernier	14,9	23,4	50,7 (P.c.)	56	37,8	
	Hauts-de-Seine	2e	Asnières R.p.r. G. Tranchant	Camille Sandrin	13,1	20,8	45,1 (P.s.)	49	32,4	
		3e	Colombes P.c. D. Frelaut	Anne Trégouët	11,2	14,7	50,2 (P.c.)	53,9	P.c. en tête	
		4e	Clichy P.c. P. Jans	Henri Legall	15,4	17,7	50,4 (P.c.)	54,2	P.c. en tête	
		12e	Clamart U.d.f. J. Fontenau	G. Le Baill	15,7	20,9	48,1 (P.c.)	54,4	33,5	
		13e	Antony U.d.f. H. Ginoux	Philippe Bassinet	14	17,3	49,1 (P.c.)	56,3	38,8	
	Seine-Saint-Denis	5e	Bondy P.c. R. Gouhier	Véronique Neiertz	19,4	23,7	56 (P.c.)	60,5	31,2	
		6e	Pantin P.c. J. Chonavel	Claude Bartolone	17,1	20,9	56,3 (P.c.)	62,3	32,9	
		9e	Gagny P.c. M.-T. Goutmann	Jacques Maheas	22,2	—	—	57,2	35,5	
	Val-de-Marne	5e	Créteil U.d.f. J.-L. Beaumont	Laurent Cathala	13,4	21,2	46,9 (P.s.)	50,5	37,2	
		6e	Nogent R.p.r. R. Nungesser	Pierre Jacquemin	15,3	16,6	45,2 (P.c.)	52	26,1	
	Val-d'Oise	2e	Taverny R.p.r. J.-P. Delalande	Jean-Pierre Lecoadec	15,3	18,9	48,5 (P.c.)	54,2	32,5	
		4e	Montmorency U.d.f. A. Petit	Marie-France Lecuir	16,8	17,7	45,4 (P.s.)	50,1	34	

Laurent Fabius : "Agissant dans le temps et pour longtemps nous avons choisi la transparence"

PAR CHRISTINE COTTIN

Alors que le gouvernement s'apprête à déposer sur le bureau de la nouvelle Assemblée nationale le projet de collectif budgétaire nécessaire à la mise en application de « l'autre politique », « l'Unité » a demandé au ministre délégué auprès du ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget, Laurent Fabius, d'en expliquer les grandes orientations.

« L'UNITE » : Il est pour le moins inaccoutumé qu'un gouvernement crée de nouveaux impôts à quelques jours d'une échéance électorale aussi importante que les législatives en cours. Pourquoi l'avoir fait ?

LAURENT FABIUS : Effectivement, c'est la première fois depuis très longtemps — voire dans l'histoire de la République — que des nouvelles mesures fiscales sont annoncées quatre jours avant un premier tour de scrutin.

Pourquoi l'avoir fait ? D'abord parce que, dès le début le gouvernement s'est refusé à faire de la démagogie. Tous les Français savent que si l'on veut faire un certain nombre de dépenses, il faut, en face, avoir des recettes correspondantes. Même si nous sommes en période électorale, autant afficher les choses clairement. Cela aurait été, à notre avis, très mal perçu par les Français qu'au lendemain du deuxième tour on leur dise : « On vous a promis un certain nombre de choses, mais maintenant voilà la note. » Cette note, nous avons voulu la présenter en même temps que les mesures pour que les électeurs puissent juger. Les contre-vérités sur ce thème de Jacques Chirac et de quelques autres n'y changent rien.

Une deuxième raison, peut-être encore plus importante, nous a poussé à annoncer tout de suite les nouvelles mesures fiscales. Nous avons voulu marquer tout simplement le fait que le gouvernement inscrit son action dans la durée. J'entends souvent parler « d'expérience » à propos de l'arrivée de François Mitterrand à la présidence de la République. Il ne s'agit absolument pas d'une expérience ! Nous avons envie, avec le soutien des Français, de gouverner le pays pendant longtemps. C'est parce que nous nous inscrivons dans la durée qu'il est normal, prenant des décisions dès les premières semaines, que nous nous soyons attachés à mettre en face les financements correspondants. Agissant dans le temps et



Sygma

Laurent Fabius, élu au premier tour dans sa circonscription d'Elbeuf en Seine-Maritime.

Un sale égoïste !

Voici le portrait, non caricaturé, d'un de ces 108 000 "gros revenus" qui paieront l'impôt supplémentaire. Un dinosaure, heureusement en voie de disparition

PAR JEAN MELANIE

IL fait partie de ces fameux 108 000, eux qui, par leur impôt supplémentaire, vont donner quatre milliards à l'Etat. Patron d'une entreprise moyenne — cinquante-cinq salariés répartis en plusieurs petites sociétés : « Je fais vivre cinquante-cinq personnes dont les salaires les plus bas sont très au-dessus du Smic et plusieurs de mes cadres gagnent plus de trente millions par an. » Il avoue gagner une cinquantaine de millions (anciens, bien sûr) par an.

Il voit arriver un gouvernement de gauche avec — euphémisme — « mélancolie ». « J'ai énormément travaillé pendant des années dans le but de pouvoir décrocher, maintenant que j'ai passé la cinquantaine, sans changer de mode de vie. » Pour lui, cela signifie l'achat d'une « jolie maison » (« On n'en trouve pas aujourd'hui, telle que je la désire, à moins de deux cents briques. ») et l'investissement d'un capital équivalent pour bénéficier d'un réel confort. « Tous ces rêves étaient issus d'un régime libéral. La socialisation de la France les compromet. »

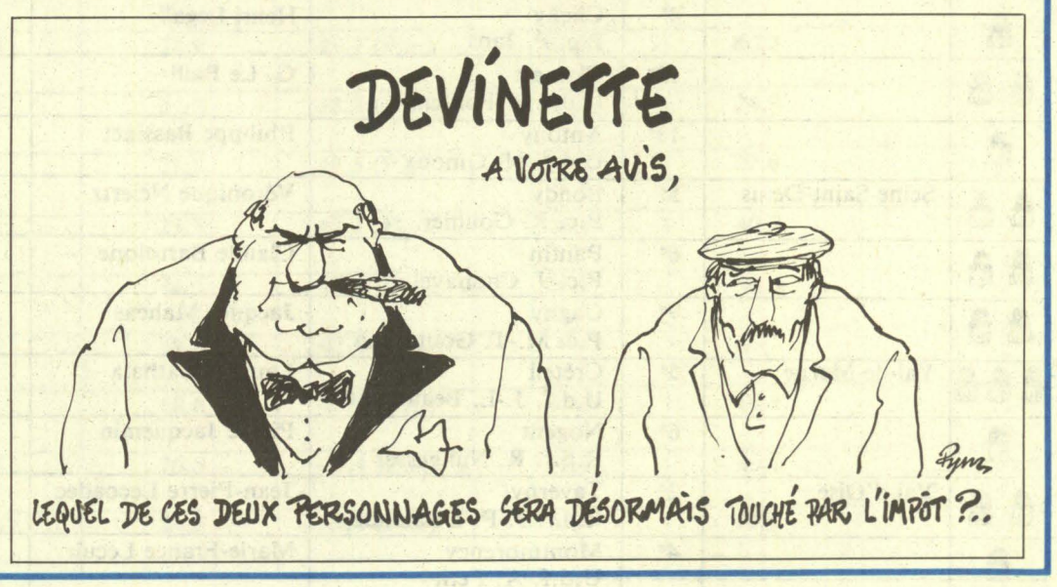
Par « socialisation », il entend : charge fiscale plus lourde, réduction de l'échelle des salaires, nivellement par le bas, paupérisation générale... Parce que, dit-il, « le seul moteur, c'est le profit. En le supprimant, on supprime l'enthousiasme ». Lui parle-t-on de patriotisme, de faire un effort pour la société, il l'entend comme une provocation : « Je n'ai jamais fait d'effort pour la société ; je suis un individualiste frénétique. Et on ne peut pas demander à des hommes comme moi de sacrifier des avantages retirés pendant des années de boom capitaliste. Parce que l'égoïsme est une chose sacrée. »

La repartie n'est pas dénuée d'humour, pourtant, elle est foncièrement juste, pour « un homme comme lui », c'est-à-dire un de ceux qui « a travaillé énormément, pour un niveau de revenu élevé, pour acquérir des possibilités de vie hors du commun des gens moyens »... Mépris ? Féroce crainte de la médiocrité, plutôt. Avec conviction, il dit : « La pire des injustices est de pénaliser ceux qui gagnent beaucoup plus que la majorité par leur talent et leur travail, alors que la majorité est faite de médiocres et de paresseux. » Superbe ignorance des inégalités sociales, animée par le mythe du « self made man » : « Je parle de ceux qui se sont faits eux-mêmes, comme moi, pas de ceux qui sont nés avec une cuillère en or dans la bouche. »

Le plus étrange est de constater que cet homme ne s'étonne pas de ses privilèges. Ils lui sont dus. Un appartement magnifique dans le VIIe arrondissement de Paris, avec vue sur un jardin de ministère et décoration Napoléon III raffinée, réalisée en majeure partie grâce à une de ses sociétés. Par ces travaux, il a obtenu une réduction de loyer. Son manoir en Touraine, acheté 800 000 francs il y a une dizaine d'années, attend, vide, d'être vendu. C'était un rêve d'enfance, invivable. Comme la Bentley grise qu'il avait achetée à l'époque. Il lui préfère aujourd'hui la Porsche : acquise en Allemagne, elle reste immatriculée en T.T. belge pendant un an avant de prendre une immatriculation belge normale — une de ses sociétés, belge, lui permet d'avoir une carte de résident. Un an plus tard, il la revend en France, pratiquement à son prix d'achat. Et en achète une neuve.

Ceci dit, il vit dans un luxe modeste ; rien d'ostentatoire. Pas de yacht à Saint-Tropez ni de chevaux de courses. Des voyages d'une semaine fréquents, les sports d'hiver régulièrement, chez des amis. Peu de sorties. Parce qu'il travaille trop et que sa femme est une excellente maîtresse de maison... « Les vrais luxes, a-t-il coutume de dire, sont l'espace et le temps. » Il a conscience d'en jouir. Et peur de les perdre au point d'annoncer : « Je me battrais contre ce régime. »

Son pronostic est simple : « Le socialisme appliqué, aussi dogmatique que le socialisme français, ne peut que nous conduire à la faillite. On ne peut pas demander aux gens de se casser les cornes pour ce système. Ceux qui m'entourent, qui ont permis aux entreprises françaises de se maintenir contre vents et marées, n'ont pas l'intention de continuer à travailler autant. » Implacable logique d'une « élite » qui tremble pour ses privilèges, prédit la révolution et compte bien entraîner la « masse » dans sa chute. ●



pour longtemps, nous avons choisi la transparence.

— A propos de transparence, à votre arrivée, vous avez eu des surprises quant à l'état des lieux. Le déficit budgétaire annoncé par l'ancien gouvernement n'est pas celui que vous avez trouvé ?

— La réalité est la suivante : la loi de finance initiale de 1981 prévoyait un déficit d'un peu plus de vingt-neuf milliards de francs. Dès mon arrivée rue de Rivoli, avant que nous entreprenions la moindre action, j'ai fait faire un état prévisionnel du déficit. La réalité, c'est qu'il y a plus de cinquante et un milliards de déficit. Soit une différence de vingt-deux milliards de francs qu'il est impossible d'imputer à des erreurs de calculs du précédent gouvernement.

Quand nous avons cherché d'où venaient ces vingt-deux milliards imprévus dans la corbeille, nous avons découvert un certain nombre de points manifestement oubliés ou sous-estimés. Un exemple : il n'avait pas été prévu de sommes suffisantes pour couvrir le remboursement de l'emprunt 1973. On savait pourtant qu'il faudrait couvrir cet emprunt, avant comme après les élections. De même, les sommes nécessaires de subventions à la S.n.c.f. n'avaient pas été programmées. Or, on connaît les comptes de la S.n.c.f. Tout cela fait partie des « cadeaux » qu'on nous a laissés, au même titre que les tarifs publics, le franc ou le chômage.

— Ces sous-estimations sont volontaires bien entendu ?

— Il y avait l'idée que l'on peut dorer la pilule et laisser croire que la gestion passée était bonne et rigoureuse. On peut constater, déjà, à quel point les François n'ont pas marché. Il n'en reste pas moins très choquant de voir que sur cette question fondamentale des finances publiques, le gouvernement passé a refusé la transparence. Au point d'annoncer des chiffres qui ne correspondent pas avec la réalité.

— Dans ce contexte-là, quelle est la marge de manœuvre du nouveau gouvernement ?

— Elle existe malgré tout. Il faut bien rappeler que les chiffres du déficit budgétaire — même si, en valeur absolue, ils représentent des sommes importantes — en valeur relative, par rapport à la production du pays, ces chiffres restent faibles. La France se trouve être l'un des pays où le déficit budgétaire est le plus faible. Compte tenu des nouvelles mesures que nous avons prises, notre déficit budgétaire reste à moins de 2 % du produit intérieur brut, cela pendant que l'Allemagne ou le Japon atteignent des taux de 4 et 5 %.

En fait, le problème du déficit budgétaire ne peut pas se réduire à un problème de chiffres. La véritable question est de savoir à quoi sert le déficit. La France, auparavant, a connu des déficits importants qui étaient des déficits de stagnation parce que l'activité économique ne marchait pas. Il y avait beaucoup de dépenses sociales, au demeurant nécessaires, notamment pour le chômage. Tout cela donnait des chiffres importants, mais pour un déficit passif — le contraire d'un déficit de relance — qui, au bout du compte, ne débouchait sur rien de bon. On peut, en revanche, concevoir un déficit qui serve à faire repartir la machine économique à condition qu'il ne soit pas excessif. Des chiffres identiques peuvent recouvrir des réalités diamétralement opposées. Nous, bien sûr, nous avons opté pour la relance.

Nous n'oublions pas, cependant, qu'il existe un butoir au déficit budgétaire : c'est le problème de son financement. Le déficit ne doit pas être assez important pour que son financement pose des problèmes et soit inflationniste. Nous devons donc trouver la marge entre la nécessité d'une relance sur dépenses publiques d'une part et, d'autre part, ne pas avoir des sommes trop considérables pour ne pas avoir de problème de financement. Pour 1981 comme pour 1982, nous devrons agir avec dynamisme mais aussi avec mesure.

— Dans le collectif budgétaire que vous allez soumettre à l'Assemblée nationale dès l'ouverture de la cession de juillet, quel est l'équilibre interne entre les différentes recettes et les dépenses nouvelles ?

— Le collectif budgétaire comporte, en fait, trois volets.

Le premier volet porte sur l'apurement du passé. On nous laisse un trou de cinquante et un milliards. Il faut en tenir compte.

Le deuxième volet rassemble les décisions prises le 3 juin à finalités économiques et sociales : le Smic, les allocations familiales, logements aux personnes âgées et handicapées, etc. Ce sont des actions de relance. Elles devraient avoir pour conséquence d'accélérer des rentrées fiscales et sociales.

Le troisième volet concerne les dépenses à concurrence de six milliards huit cent millions de francs pour des créations d'emplois, des allocations pour le fond de développement économique et social, des allocations pour les agriculteurs, les pêcheurs, les anciens combattants, etc. Ces dépenses-là, nous avons veillé à les gager strictement. C'est-à-dire que pour 6,8 milliards de dépenses, il y a en face 6,8 milliards de recette. L'élément commun à tout cela c'est la recherche de tous les moyens possibles pour développer l'emploi.

— Ces nouvelles recettes fiscales ont déjà fait couler beaucoup d'encre. Pouvez-vous rappeler la logique qui a conduit le gouvernement à les prendre ?

— Par rapport au passé, il existe, en effet, un élément novateur important : nous avons voulu marquer d'une manière très nette, côté dépenses, que l'objectif numéro un était l'emploi et, côté recette, que nous avions un objectif de justice fiscale.

Nous avons donc pris deux grandes séries de dispositions. D'une part, celles qui concernent les entreprises pétrolières, les banques et les dépenses de luxe de certaines sociétés que nous allons taxer, ce qui n'était pas le cas auparavant. D'autre part, nous demandons une contribution supplémentaire aux détenteurs des revenus les plus élevés. Cela ne concerne que les personnes dont l'impôt annuel dépasse cent mille francs, c'est-à-dire dix millions de centimes pour l'année 1981. Cela concerne seulement moins de un pour cent des Français. Cela, simplement, constitue déjà un grand changement.

— Le budget pour 1982 se profile à l'horizon. Pouvez-vous déjà en parler ?

— Nous allons bientôt commencer à le préparer car, juridiquement, il devrait être déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale le 6 octobre prochain. C'est un exercice extrêmement long et compliqué auquel les services se mettent, d'ordinaire, dès le début de l'année. Il va donc falloir que nous allions très vite. Cela sera la tâche principale du ministre du Budget dans les semaines et les mois qui viennent. Et une tâche importante pour les nouveaux ministres puisqu'ils vont devoir, à partir du budget précédent, voir quelles nouvelles propositions faire, quelles priorités dégager. Le tout dans les limites des contraintes budgétaires qui sont évidemment importantes dans un contexte économique général qui, comme on le sait, n'est pas bon.

Malgré tout cela, il faudra, sous l'autorité du président de la République et du Premier ministre, que d'ici à l'automne, nous arrivions à imprimer sur le prochain budget la marque de notre gouvernement de gauche en respectant les priorités définies par François Mitterrand pendant sa campagne présidentielle. ●



A.f.p.

Le ministre du Budget pendant la campagne électorale.

P.M.I.

Priorité à l'emploi et à la trésorerie

SUR sa lancée, le gouvernement continue : quatrième Conseil des ministres, quatrième vague de mesures destinées, cette fois-ci, à soutenir les entreprises dans une passe difficile. En toile de fond, toujours le même objectif prioritaire : la défense de l'emploi, en créant les conditions d'une relance progressive et saine de l'activité économique. Dans une période où s'accumulent les effets de la crise économique et, pour beaucoup de petites et moyennes entreprises, un ralentissement significatif de leur activité, un souci a primé pour le gouvernement : accorder aux entreprises des facilités financières pour l'investissement.

A long terme, d'abord, les procédures de financement seront activées. L'enveloppe totale des prêts bonifiés des établissements de crédit sera portée à dix-sept milliards de francs, dont six milliards et demi d'enveloppes de prêts « super-bonifiés ». Les chefs d'entreprise qui emprunteront avant le 30 septembre prochain bénéficieront de taux d'intérêt stabilisés à leur niveau actuel : 12,75 % et 14,75 %.

Pour aider les entreprises dont le cas ne pourrait être réglé dans le cadre des procédures normales, les Codefi (comités départementaux pour le financement) seront dotés de moyens leur permettant d'accorder, à titre exceptionnel, des avances de trésorerie d'un montant maximum de cinq cent mille francs.

Le ministre de l'Economie et des Finances a rappelé aux banques l'une de leurs grandes fonctions : assurer aux entreprises dont les bases économiques sont saines les moyens financiers pour faire face aux difficultés momentanées.

D'autre part, le président de la République a tenu à rappeler que parmi les grands dossiers industriels qui, dans leur ensemble, préoccupent le gouvernement parce que leur solution commande notre redressement économique, il attache une importance particulière au secteur de la machine-outil.

PAR CHRISTINE COTTIN ET MICHELE KESPI

LES bruits couraient. L'élection d'un président de la République socialiste ne serait pas supportée par les petites et moyennes entreprises. On disait même que cette seule annonce suffirait pour que certaines mettent la clé sous la porte. On affirmait qu'elles ne pourraient supporter le train des mesures sociales inévitablement annoncé après un changement de gouvernement : dans leur état déjà peu brillant, elles n'en mourraient pas toutes, mais presque... On pourrait d'ailleurs compter sur les représentants de l'ex-majorité pour entretenir ce climat apocalyptique.

« Il ne faut pas exagérer. Ce n'est pas la Berezina. » Pourtant, Jean Audenis sait de quoi il parle : secrétaire général de la Chambre syndicale de la bonneterie à Roanne, il n'ignore pas que son secteur est en première ligne : huit mille salariés, répartis en moins de cent cinquante entreprises, dont tout juste une vingtaine comptent plus de 100 salariés, et où le quart des effectifs ne touchait pas deux mille neuf cent francs par mois avant le 10 mai.

Dire qu'il n'y a pas de grogne chez les petits patrons serait exagéré. Pour râler, ils râlent. Mais, constate volontiers l'un d'eux avec humour : « On a toujours été des râleurs. » Cela dit, ne leur parlez pas de laisser tomber leur « boîte » pour se réfugier sur des terres plus hospitalières. C'est

(suite en page 12)

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ». Tout courrier doit porter le numéro de référence de la petite annonce.

OFFRES D'EMPLOI

Ref. 122. Ville banlieue nord Paris cherche rédacteur (niveau bac) pour service des marchés.
Ecrire avec curriculum vitae au journal qui transmettra.

Réf. 124. Commune de Poisat (38320), 5 km Grenoble, créant un centre médical et/ou paramédical, 500 m² + 2 logements, forme groupement privé ou mutualiste, souhaiterait candidature d'un :
— kinésithérapeute,
— infirmière,
— autres activités médicales (spécialistes).
Ecrire à monsieur le Maire, mairie de Poisat, 38320 Eybens.

Réf. 125. Femme 30 ans cherche mi-temps dans bibliothèque pour préparer le C.a.f.b.
Ecrire à Lydie Pupin, 24 allée des Frênes, 94510 La Queue-en-Brie.

Réf. 126. Ville des Yvelines, 10 000 h, cherche urgent adjoint technique polyvalent direction services techniques.
Adresser candidature et curriculum vitae au journal qui transmettra.

Réf. 128. Ville active, banlieue nord-ouest de Paris, 25 000 h., vie associative intense, cherche directeur gestionnaire des centres culturels, dynamique, sens de l'organisation, ouvert à la vie associative, responsable équipe animateurs et équipe administrative et technique d'une dizaine de personnes.
Ecrire au journal qui transmettra.

Réf. 129. Ville de Dammarie-lès-Lys (20 000 h) recrute ouvrier professionnel de deuxième catégorie pour magasin tous corps d'état.
Ecrire à Monsieur le Maire, 77190 Dammarie-lès-Lys.

DEMANDE D'EMPLOI

Réf. 127. Publicitaire presse, rel. publ. exp. rech. poste chargé rel. ext. aupr. communes, coll. loc. asso. cult. Paris, Ile-de-Fr.
Ecr. à Gisèle Durudaud 58, r. Compans Paris 19e.

gracco
GROUPEMENT D'ACHAT
DES COLLECTIVITES
AU SERVICE DES MUNICIPALITES
140, BOULEVARD HAUSSMANN
75008 PARIS
Tél. : 562.11.15

cinéma
QUATRE-VINGT-UN
JUIN • N° 270
J.-L. MANKIEWICZ
•
DANS LES COULISSES DES OSCARS
•
LE DEVENIR DU CINEMA IRANIEN
•
LA VILLE DE ROME AU CINEMA
•
CINEMA ITALIEN SOUS LE FASCISME
•
FILMS DE CANNES A PARIS
•
FILMS DE JUIN A LA TELEVISION
•
Et toutes les rubriques
•
En vente partout et 6 rue Ordener Paris 18e

(suite de la page 11)

une éventualité qu'ils n'envisagent même pas. Pour eux « la France ne s'est pas arrêtée de tourner ». L'avenir, ils le voient plutôt sous forme d'un consensus avec le nouveau gouvernement si, disent-ils, on leur laisse « la possibilité d'agir dans leurs entreprises et de se développer ».

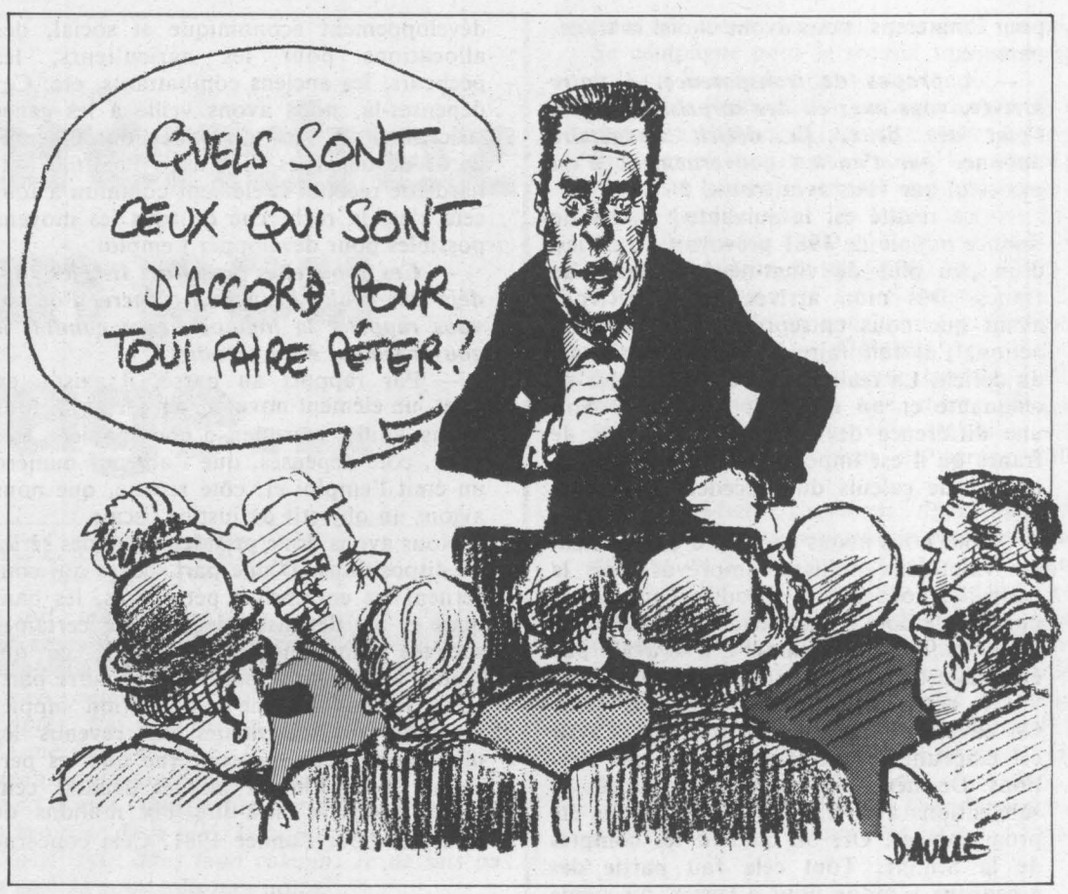
Cet espoir, ils l'ont, même s'il reste très timide. On ne peut nier cependant que l'attitude la plus commune à tous les petits patrons demeure, pour le moment, la peur. Où va-t-on ? Qui va payer ? Dans leur esprit, la confusion est entretenue. Quant à la nature du programme qui sera appliqué, jusqu'où ira-t-il ? Seront-ils mangés à la sauce du collectivisme bureaucratique comme la droite le leur affirme ? Indiscutablement, pour l'instant, ils sont dans l'expectative. Et beaucoup craignent le pire...

Pourtant, d'une certaine façon, le premier train de mesures sociales annoncées par le gouvernement Pierre Mauroy aurait plutôt contribué à calmer les esprits. « On dit que la hausse du Smic pourrait aller jusqu'à 30 %, raconte le patron d'une petite entreprise alimentaire de l'Ouest. Avec 10 %, on a pensé qu'il y avait des hommes réalistes dans ce gouvernement. » Une impression donc plutôt favorable, bien que la perspective d'ouvrir le tiroir-caisse ne soit jamais réjouissante.

Digérer la note

Pierre Gnuva, 31 ans, directeur de Ponichrome, Haute-Savoie, l'entreprise de décolletage et responsable du syndicat de P.m.i. de ce département, a fait ses comptes. Il emploie vingt-sept salariés, tous ouvriers peu qualifiés dont deux seulement sont au Smic. Les autres salaires voisinent entre 5 % et 10 % au-dessus. « Si j'applique les augmentations ma masse salariale croît de 8,25 %. » La recommandation gouvernementale de ne pas répercuter la hausse sur l'ensemble de la hiérarchie lui semble difficile dans la pratique : « Je ne peux pas ne pas augmenter tous les salariés qui gagnent moins de trois mille cinq cents francs. A leur place, je trouverais cela trop injuste. » Dans cette entreprise qui sous-traite des pièces mécaniques pour d'autres sous-traitants de l'industrie automobile, on s'apprête à digérer la note. Pas gaiement mais en reconnaissant volontiers que « les travailleurs manuels de l'industrie sont sous-payés ».

Tous les chefs de petites entreprises, il est vrai, n'ont pas le porte-monnaie aussi près du cœur. Ceux-là ont été particulièrement sensibles à la mesure exceptionnelle d'allégement prévue par le gouvernement pour ne pas grever trop lourdement P.m.e. et P.m.i. Encore attendent-ils d'y regarder de plus près. Quand cette mesure sera concrètement entrée dans les faits, ils y croiront, pas avant. Rien de tellement complexe pourtant, expliquent les services du ministère de l'Economie et des Finances : 50 % des charges causées aux entreprises par la dernière augmentation du Smic seront prises en charge par le budget social et de l'Etat dès le 3 juillet. En clair, pour passer à deux mille neuf cent quatre vingt-dix francs pour quarante heures de travail hebdomadaire, le Smic est augmenté de deux cent soixante-cinq francs. La cotisation sociale addititionnelle que l'employeur devra verser en plus est d'environ cent quatorze francs. Soit un total de charges patronales s'élevant à trois cent soixante-dix-neuf francs. Le patron, en fait, n'en paiera que la moitié. Ce mécanisme s'applique à tous les salaires atteignant jusqu'à 1,2 fois le Smic, soit trois mille quatre cent quatre-vingt francs. Pour faciliter les calculs des chefs d'entreprise, une circulaire ministérielle précisera le 15 juin le pourcentage exact — environ 6,5 points que les employeurs auront à déduire des salaires concernés. Chaque entreprise touchée par cette mesure recevra d'ailleurs une note explicative.



C'est bien évidemment les secteur les plus dynamiques qui regardent avec le moins de méfiance cette hausse. Ainsi que les entreprises les plus performantes : dans l'Eure, une usine de reliure — branche pourtant où tout va mal — s'apprête à supporter sans problème l'augmentation du Smic. Pourtant, un tiers des deux cent vingt employés sont des smicards. « Nous avons atteint un tel niveau technologique et une telle qualité dans notre domaine que nous pouvons maintenant accroître sans danger notre masse salariale », affirme le directeur qui a pourtant évité de justesse la faillite il y a deux ans.

En revanche, à la maroquinerie parisienne Elzevir, visitée par François Mitterrand pendant la campagne (voir « l'Unité » n° 422) le patron Jacques Groschtern reste très inquiet. Pas seulement à cause des quatre cents francs mensuels de salaires supplémentaires qu'il va devoir payer. Mais surtout parce que les affaires vont mal, comme dans tout le secteur lié à la mode et... au beau temps.

Si l'inquiétude domine chez les petits patrons, ils reconnaissent malgré tout avoir quelques motifs d'espérer. De toute façon estime le directeur d'une petite entreprise chimique marseillaise, « la marmite était tellement prête à exploser qu'il ne faut pas s'étonner du nombre des mécontents ». Un constat fait l'unanimité : il n'y a jamais eu de période rose avec l'ancien gouvernement. « Si le C.n.p.f. a eu des relations privilégiées avec l'ancienne majorité, cela a toujours été au profit de la grande finance. Nous, P.m.e. et P.m.i., avons toujours été les dindons de la farce », assure Pierre Gnuva, qui relate cette anecdote révélatrice du divorce profond entre les grandes et petites entreprises. François Ceyrac, leader du C.n.p.f., est venu à Cluses il y a dix jours. Une cinquantaine de petits patrons savoyards se sont déplacés pour l'écouter. Ils en sont tous revenus déçus...

Mal aimés de la droite, disent-ils, désireux d'être reconnus à leur juste valeur, certains avouent être sensibles aux théories socialistes, aux idées d'un Jacques Delors qui voit dans les petites et moyennes entreprises un élément fondamental du tissu industriel parce que le plus gros générateur d'emplois : l'expérience américaine en fait foi. Moyennant quoi, la peur de voir s'étendre les droits syndicaux est, d'une certaine façon, contrebalancée par un certain espoir de se faire entendre. Au niveau des banques par exemple. « Celui qui arrivera à faire changer notre système bancaire — l'un des plus arriérés d'Europe par sa mentalité — fera un grand pas dans notre estime », dit un petit patron. Tous le dénoncent : un banquier progresse dans la hiérarchie s'il n'a jamais fait de boulette. C'est dire qu'il ne se risque pas à promouvoir des affaires n'offrant pas toutes les garanties. Premières visées par cette politique dépourvue d'audace : les petites et moyennes entreprises, justement celles dont la survie, pour une courte période, dépend souvent d'un crédit accordé ou... refusé. Combien de plongeons dus à cette mentalité de rond-de-cuir ?

La mine réjouie des syndicalistes

Dans l'immédiat, les négociations qui vont s'ouvrir dans les différentes branches industrielles sont porteuses d'appréhensions. Plus que tout, les petits patrons redoutent la démagogie et la surenchère. Et pourtant, comme Jean-Bernard Devernois, 38 ans, gérant depuis neuf ans d'une entreprise textile à Roanne, employant quatre cents personnes, tous remarquent que l'état de grâce est bien une réalité. « Jamais il n'a existé un tel consensus social. » Les chefs de petites entreprises reconnaissent être surpris — et charmés — par la mine réjouie des syndicalistes. Pour la plupart, ils en tirent une tranquillité d'esprit qu'ils avouaient ne pas croire possible.

L'un d'eux constate que dans son usine, l'état d'esprit a changé. Comme si d'un coup une sorte de responsabilité collective « pour la France » avait vu le jour le 10 mai. « Comme si des gens qui s'étaient toujours sentis locataires d'un pays qui appartenait à d'autres venaient subitement de passer au stade de propriétaires. Et c'est vrai, constate-t-il songeur, que cela peut tout changer... » ●

Vous voulez que "l'Unité" vive...

La victoire de François Mitterrand offre à la gauche et au Parti socialiste en particulier des perspectives entièrement nouvelles. Dans la période qui s'ouvre, la voix des socialistes doit se faire entendre avec force, résolution et efficacité. Le rôle de « l'Unité » devient donc encore plus important et c'est pourquoi nous appelons les militants et les sympathisants socialistes à se mobiliser pour nous adresser de nouveaux abonnements. Aux abonnés arrivés à échéance nous demandons, bien sûr, de se réabonner sans tarder pour ne pas être privés de leur journal.

Bulletin d'abonnement à retourner

à l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino
75007 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

• abonnement d'un an (200 F) ○

• abonnement de six mois (120 F) ○

abonnement couplé à « Combat socialiste » et à « l'Unité »

Un an (650 F) ○
Six mois (360 F) ○

et vous adresse la somme correspondante

○ par chèque bancaire

○ par chèque postal

○ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

CES ORGANISATEURS DE SPECTACLES

MEMBRES DE LA SECTION DU SPECTACLE DU PARTI SOCIALISTE

VOUS PROPOSENT

SAISON 1981-1982

A PARIS

DIRECTION :
CATHERINE SALMONA - PATRICK BOURGEOIS
15, RUE BLANCHE 75008 PARIS. LOCATION : 280.09.30

A partir du 22 septembre 1981
THEATRE DE PARIS
Bruno CREMER
Jean-Pierre SENTIER
dans
BENT
DE MARTIN SHERMAN

A partir du 6 octobre 1981
THEATRE MODERNE
Georges GERET
Marie DUBOIS
dans
ZIRELIA
DE J.-P. GALLY

EN TOURNÉE

PROTHEA
DIRECTION : Jacques VIELLE
12, RUE ROBERT-PLANQUETTE 75018 PARIS
TEL. 254.60.30

Dario FO
FAUT PAS PAYER
Laurent TERZIEFF
LES AMIS
IONESCO
CONTES ET EXERCICES
TOURGUENIEV
LE PIQUE-ASSIETTE
GORKI
LES ENNEMIS
BRECHT
NOCES CHEZ LES PETITS BOURGEOIS

CONNAISSANCE DES CLASSIQUES
en tournée
DIRECTION :
CHRISTIAN GRAUSTEF - JACQUES MORINEAU
39, RUE ESQUIROL 75013 PARIS. TEL. 331.07.60-535.57.64

OCT. NOV. 1981 — LE MEDECIN MALGRE LUI, MOLIERE
LE BARBIER DE SEVILLE, BEAUMARCHAIS
JAN.-FEV. 1982 — LE MALADE IMAGINAIRE, MOLIERE
FEV. 1982 — LA LEÇON. LES CHAISES, IONESCO
MARS-AVRIL 1982 — LES FOURBERIES DE SCAPIN, MOLIERE

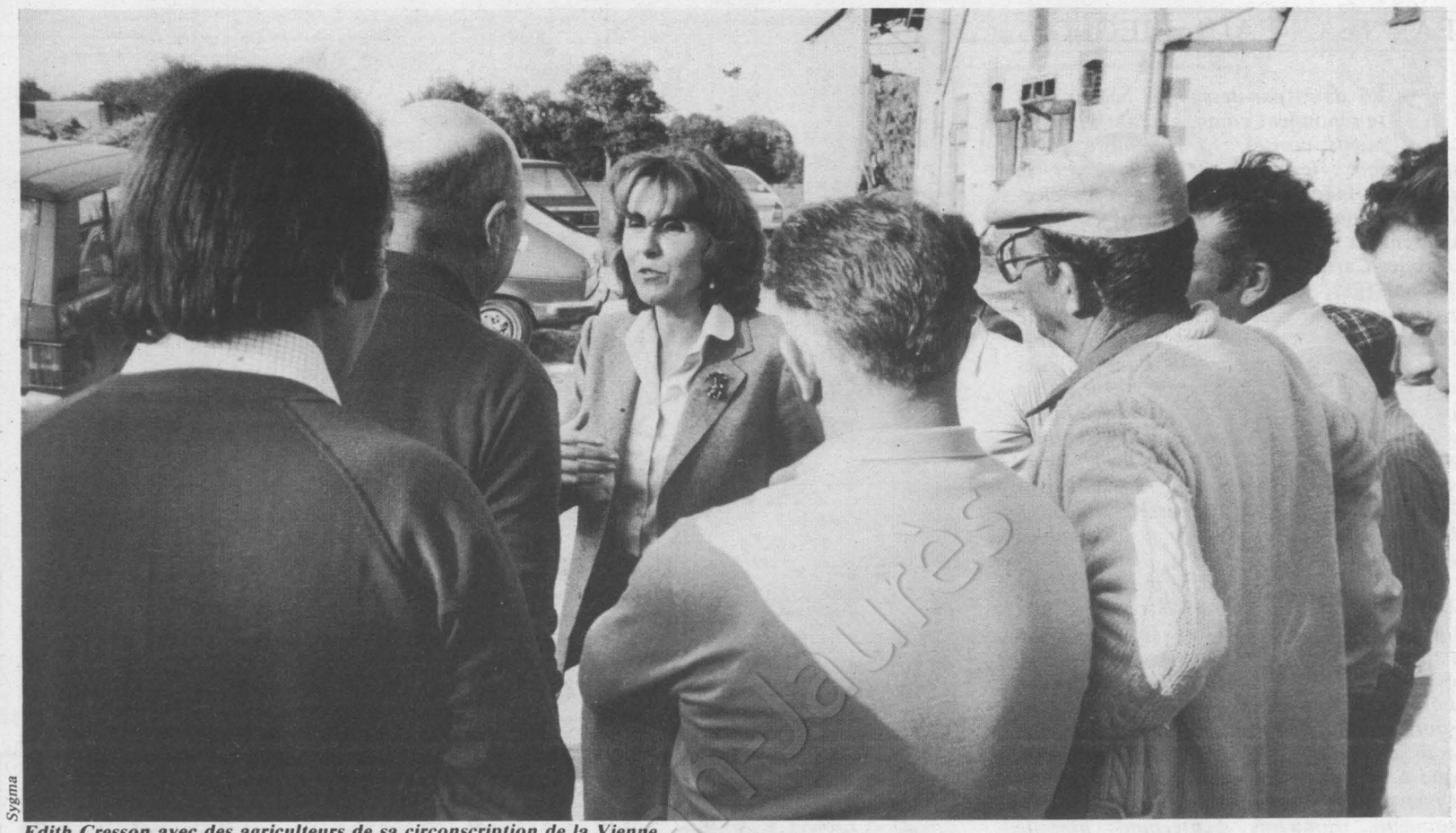
Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10 rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.

AGRICULTEURS

Mi-chèvre, mi-chou

Si les agriculteurs n'ont "plus peur du socialisme", ils restent néanmoins très méfiants à l'égard du nouveau pouvoir. A Edith Cresson de prouver qu'elle est "capable de taper du poing sur la table" et de se colleter à l'épineux problème du lait

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE



Sygma

Edith Cresson avec des agriculteurs de sa circonscription de la Vienne.

GRIMACES et ricanements — quelques sourires aussi, il faut l'avouer — ont accueilli Edith Cresson à son arrivée au ministère de l'Agriculture. Parmi les dirigeants du syndicalisme agricole, aucun n'avait affiché de sympathie socialiste et certains, comme le président de l'A.p.c.a. (Assemblée permanente des chambres d'agriculture), avaient même clairement pris position à droite. Quant aux plus prudents, comme François Guillaume, président de la F.n.s.e.a. (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), ils n'ont pas caché leur dépit, en privé, bien sûr.

Mais les dirigeants agricoles sont gens responsables et pleins de bon sens : ils se sont vite repris, annonçant de fructueuses négociations avec le nouveau gouvernement. C'est que la négociation, chez eux, est une seconde nature. Une raison d'être. Ils la pratiquent depuis toujours et y tiennent comme à la prunelle de leurs yeux. François Mitterrand et Edith Cresson les ont vite rassurés : on continuerait à les consulter.

Ils avaient eu peur. Peur que le temps de la remise en cause de leur action soit venue, annoncée par ceux qui affirment : « Ce syndicalisme a mal représenté les agriculteurs, il a faussement négocié. » Ils ont eu peur aussi de perdre leur prééminence. Le ministre n'a-t-il pas reçu les trois petits syndicats, les non-alignés de la F.n.s.e.a. ? Surpris de se retrouver dans l'antichambre et, non reçus par le concierge et reconduits jusqu'à la plus proche bouche de métro par les flics, les dirigeants de la F.f.a., du Modef et des Paysans travailleurs étaient fort satisfaits de cette reconnaissance de *facto*. Mais ils n'ont pas pour autant reçu l'assurance de participer à une éventuelle conférence avec les autres « grands ».

Du côté de l'A.p.c.a., ces péripéties ont fait soupirer. Son second leader, Pierre Cormorèche, commente : « Le gouvernement a le choix entre un dialogue et une concertation avec ceux qui sont prêts à s'engager et à prendre des responsabilités et ceux qui n'en prendront aucune. Nous, nous avons l'habitude de travailler, nous ne nous lançons pas tous azimuts dans des actions de contestation. »

Le réflexe de notable peut prêter à sourire. Pourtant, il trouve un début d'explication dans le souci d'unité syndicale. Près de 80 % des agriculteurs sont syndiqués. Les dirigeants agricoles constatent que les syndicats ouvriers qui, eux, prennent position dans le débat politique, ne regroupent que la moitié des adhérents potentiels. Et le monde agricole se sent assez faible pour craindre la désunion.

L'usage quotidien du téléphone

Habituée à la « cogestion », la F.n.s.e.a. a participé de très près à la définition de la politique agricole de l'ancien pouvoir. Surtout ces dernières années. Elle avoue sans complexe souhaiter des échanges téléphoniques quotidiens avec le nouveau ministre, ce qui en dit long sur ses habitudes antérieures. Inquiète, elle l'était donc aussi de voir arriver de nouveaux « partenaires », peut-être moins malléables que leurs prédécesseurs. Mais aujourd'hui elle se dit « sereine ». « Nous avons remarqué que le Pouvoir souhaitait poursuivre la concertation telle qu'elle existait », s'avance un collaborateur de François Guillaume. Concertation qu'il définit comme « permanente et fonctionnelle » et qui n'interdit pas des rencontres « régulières ou ponctuelles » avec les autres syndicats.

Forte de ses 700 000 cotisants, de sa présence dans tous les départements, de la très bonne notoriété de son président qui a su éviter les écueils politiques sur lesquels son prédécesseur Michel Debatisse a chuté, la F.n.s.e.a. craint finalement assez peu les attaques des autres syndicats qui lui laissent une bonne marge : le Modef, proche du Parti communiste, ne représente que 17 % pour l'instant ; la F.f.a. encore moins ; quant aux Travailleurs paysans, ils ont jusqu'à présent évité l'affrontement direct avec les fédérations d'exploitants, préférant la double appartenance. Il est donc délicat d'évaluer leurs forces, d'autant qu'ils viennent de restructurer leur mouvement.

Aux Chambres d'agriculture, on se dit « rassuré » après l'entretien avec le président de la République où l'importance de l'agriculture, la nécessité de son expansion et d'une révision de la politique européenne ont été reconnues. « Moins satisfait » par les propositions d'offices, en particulier d'office foncier, Pierre Cormorèche défend le *statu quo* : « Il ne faut pas remettre en cause les Safer, qui ont été révolutionnaires en leur temps et sont encore attaquées. Des commissions cantonales où siégeraient d'autres personnes que les professionnels ne pourraient pas recueillir l'adhésion majoritaire qui est nécessaire pour ce genre de réforme. »

Le son de cloches est assez différent du côté des jeunes agriculteurs. De tous temps, le C.n.j.a. a paru moins conservateur que son aînée ; c'est sur lui qu'Edgar Pisani s'était appuyé dans les années soixante pour imposer des réformes profondes. Il a poussé le souci de concertation jusqu'à entretenir des contacts réguliers avec les socialistes depuis plusieurs années. Michel Fau, président du mouvement, l'a précisé récemment dans son discours de congrès : les jeunes agriculteurs n'ont pas peur du socialisme. En fait, ils ont l'air plutôt contents. Sans trop l'afficher. « Bien sûr des questions restent en suspens mais nous voyons surtout que certains dossiers vont aller plus vite. » Par exemple, la relance du statut du fermage, la loi contre les cumuls, la prise en compte des inégalités qui sont très fortes entre agriculteurs, entre productions et entre régions. Les socialistes, en affichant à la fois une volonté de justice et de solidarité et une volonté de meilleure planification de la production et d'une politique d'aménagement du territoire, ont éveillé bien des espoirs. « Il va falloir inciter les agriculteurs à s'organiser. C'est possible. Il faut expliquer, on peut convaincre », dit-on au C.n.j.a.

Mais, pour tout cela, il faudra de l'autorité. Des relents de misogynie aidant, les compétences d'Edith Cresson ne sont pas encore reconnues de tous. Ceux qui comptent d'ores et déjà sur elle attendent qu'elle tape du poing sur la table. Et vite. A Bruxelles, d'abord, puisqu'il va falloir revoir cette année tout le dispositif agricole commun et que la politique des poires coupées en deux et des mauvais compromis a abusé des patiences. Edith Cresson a d'ailleurs déjà pris l'engagement de négocier avec fermeté.

Second test : le difficile dossier du lait qu'elle trouva sur son bureau à son arrivée. Obtenue de haute lutte à Bruxelles avant l'élection présidentielle, l'augmentation de 12,5 % n'est pas encore entrée dans les faits. Laiteries privées et coopératives n'ont accordé aux éleveurs que 8 à 10 %, selon les régions. Une hausse nettement insuffisante : « Avec des coûts croissants et des prix qui n'augmentent pas, ça va nous être impossible de continuer ; surtout avec ce que nous avons investi », disent les éleveurs. Les laiteries répondent que les supermarchés vendent déjà du lait hollandais ou allemand à 1,40 F alors qu'elles ne couvrent leurs coûts qu'à partir de 1,65 F. La grande distribution, Carrefour, Euromarché, etc. rétorque qu'elle n'est pas opposée à une hausse des prix. Mais elle ne l'applique pas dans sa totalité...

« Si elle se tire de ça, chapeau ! »

Comme on le voit, le dossier est incroyablement complexe. Il met en lumière la nécessité d'une réforme de structure. Car les transformateurs du lait, parfois conduits à une collecte fort peu rationnelle qui fait par exemple « chasser » une laiterie bretonne jusqu'en région lyonnaise, ploient sous les charges. Les deux plus gros groupes, Unilever, avec La Roche aux fées, et Gervais-Danone, s'en tirent en monopolisant certains produits de luxe comme les desserts. Les coopératives, elles, doivent se contenter du moins rentable. Et battent de l'aile.

C'est sur cet épineux problème, symbolique de bien des drames du monde agricole et de ses faiblesses structurelles, que le nouveau ministre va devoir faire ses preuves. Tout le monde a bien conscience de la gageure et, l'air de ne pas trop y croire, certains espèrent secrètement : « Si elle se tire de ça, chapeau ! »

Voilà l'enjeu : aller plus loin que les quelques mesures déjà annoncées, jugées quelque peu électoralistes mais bien reçues parce qu'elles montrent que les socialistes tiennent leurs promesses. Pour l'instant, les paysans se contentent de rester dans l'expectative — « on attend de voir pour juger » — même s'ils n'ont pas voté pour François Mitterrand, comme cela n'a été le cas que de 30 % d'entre eux. « De toute façon, Giscard ne nous a rien amené... On est dans la merde, comme on dit ; ça ne peut pas être pire. Alors, peut-être ?... » dit une agricultrice normande. Un autre éleveur : « Cela fait trente ans que je travaille et je vois que c'est presque toujours la même chose. » L'enjeu est là : plus que susciter la confiance, éveiller l'espoir que les choses changent vraiment. ●



Sygma

LES ENTRETIENS DE « L'UNITE »

Gaston Miron, poète: "Le Québécois n'est plus déchiré, il n'est pas encore indépendant"

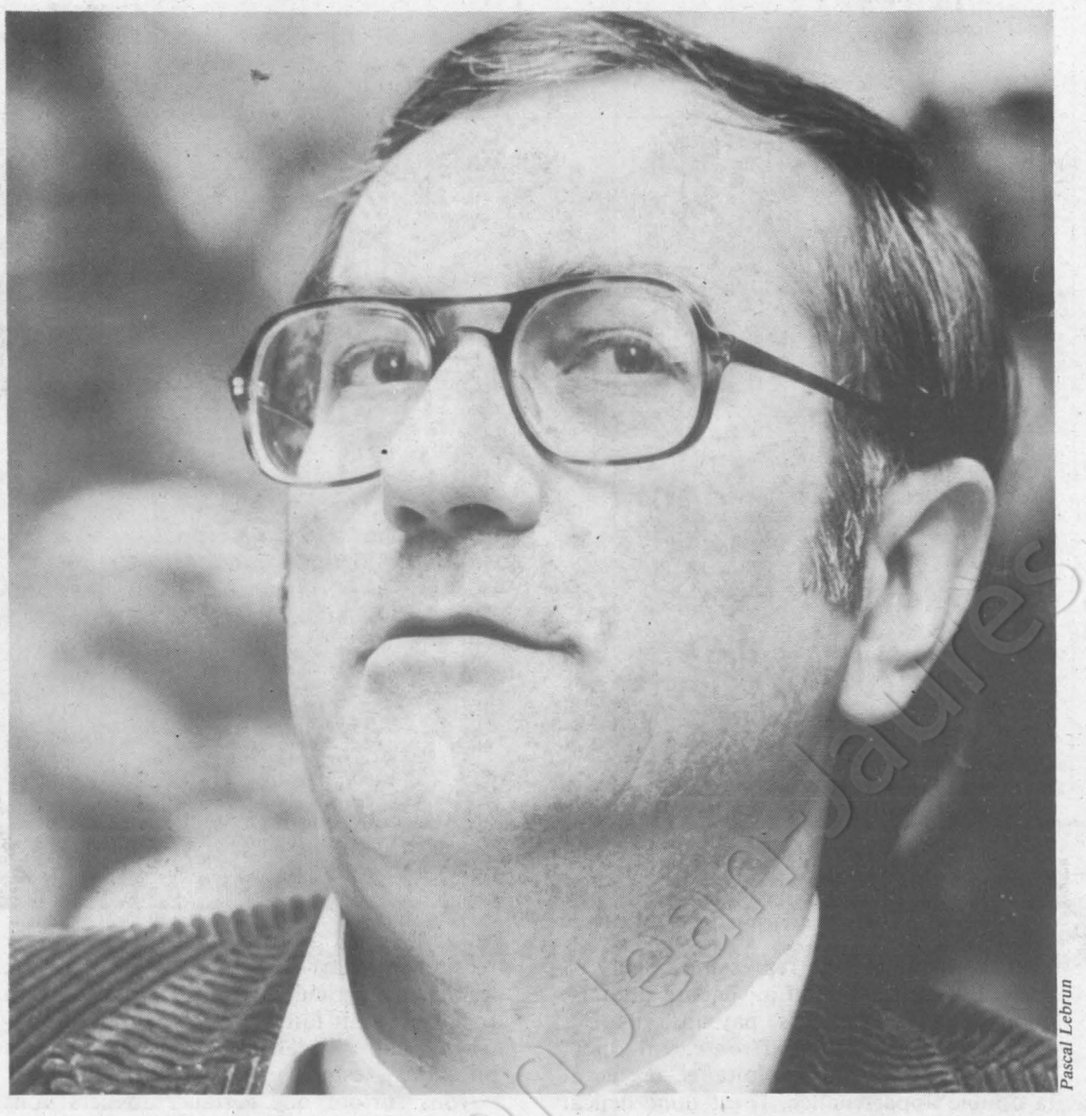
PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

DES dates par-dessus les océans, qui se répondent comme autant d'événements croisés. 15 novembre 1976, au Québec : le Parti québécois (P.q.), le parti des indépendantistes, gagne les élections provinciales ; les Québécois en liesse dansent et chantent dans les rues, place Jacques-Cartier ; le P.q. n'a pas dix ans ! 10 mai 1981, en France : François Mitterrand, candidat des socialistes, remporte l'élection présidentielle ; les Français, libérés, laissent éclater leur joie dans les rues des villes, place de la Bastille ; le P.s. n'a pas dix ans ! 13 avril 1981 : le P.q. obtient à lui seul la majorité absolue à l'Assemblée provinciale de Québec. 14 juin 1981 : après son succès au premier tour des élections législatives, le P.s. est en passe d'obtenir à lui seul la majorité absolue à l'Assemblée nationale à Paris.

Québec, France, même destin ? L'étrange parallélisme ne s'arrête pas aux dates. Il s'inscrit jusque dans les actes et les paroles des hommes. Quand on lui parle des succès de son parti, du P.q., René Lévesque, le Premier ministre du Québec, souligne volontiers que les créateurs québécois ont « bien plus fait pour la victoire que tous nos discours réunis ». Quand on l'interroge sur son échelle de valeurs personnelles, François Mitterrand n'hésite pas : « Je place la politique à son rang qui n'est pas le premier. Elle n'a pas la vertu créatrice de l'art. » Ce ne sont pas là formules de circonstance : à Québec, René Lévesque a fait du poète Gérald Godin son ministre de l'Immigration ; à Paris, pour son premier repas de président, François Mitterrand a convié à sa table plusieurs écrivains, et Régis Debray et Paul Guimard sont réellement devenus deux de ses conseillers à l'Elysée.

En novembre 1976, considérant l'immense travail « politique » fait depuis des années par la chanson et la littérature au Québec, « l'Unité » n'avait pas hésité à annoncer en ces termes le succès de René Lévesque et du P.q. : « La victoire des poètes. » En mai et juin 1981, si l'on prend en compte toutes les forces de création qui ont apporté leur soutien à François Mitterrand, ne pourrait-on pas dire que « la victoire du peuple de gauche » est aussi « la victoire de l'imagination » ? Ces deux phénomènes, le québécois et le français, mettent brutalement en lumière une évidence : quand l'Histoire fait un bon en avant, c'est à coup sûr que les hommes de création et les hommes politiques mènent le même combat, qu'ils vont dans la même direction. Leurs rôles respectifs ne sont pas obligatoirement interchangeables, mais ils sont complémentaires. François Mitterrand le disait récemment à l'Unesco : « Il n'y a pas, d'un côté, l'homme politique aux mains sales, et de l'autre, l'homme de création aux mains pures. » Reste à savoir comment peuvent se vivre et s'articuler les relations entre le politique et le créateur. En ce domaine, pour la seconde partie du XXe siècle, les Québécois ont quelques années d'avance sur les Français. Il ne s'agit pas de prendre une leçon. Il s'agit, plus simplement, de réfléchir sur une expérience (qui dure encore) qui nous a précédés.

Un homme peut nous y aider : le poète Gaston Miron. Au Québec, tout le monde le considère comme « le poète national ». En France, on a surtout entendu parler de Félix Leclerc ou de Gilles Vigneault ; on ignore que Gaston Miron est aussi connu qu'eux dans « la Belle Province », qu'il a joué et continue de jouer un rôle aussi important que les « chansonniers ». Parce que, depuis trois décennies, il écrit et dit tout haut ce que la majorité des Québécois pensent tout bas. Parce que, quand le P.q. n'existait pas, quand l'idée d'indépendance ne renvoyait à aucune issue démocratique possible, les poèmes de Miron « entretenaient la flamme ». Parce que Gaston Miron est un des plus grands poètes francophones vivants et qu'il a su trouver les mots qui signent l'identité de tout un peuple. Parce que la recherche et l'affirmation de l'originalité québécoise sont les deux fleuves qui irriguent toute l'œuvre de Miron. Ce Québécois pure laine pourrait, sans restriction aucune, reprendre le chant de Pauline Julien : « Je suis Québec mort ou vivant. »



Pascal Lebrun

En 1947, à Montréal, dans une librairie, Gaston Miron ouvrit au hasard un livre de Patrice de la Tour du Pin. Il lut ce passage : « Tous les pays qui n'ont pas de légende sont condamnés à mourir de froid. » Depuis ce jour-là, Miron n'a cessé d'écrire et de raconter la légende du Québec. Avec force, avec fierté, avec efficacité. Mots justes et écriture rebelle. Il a rameuté le passé, houspillé le présent, appelé l'avenir. Il s'est battu, il a crié, il a pleuré, il a ri. Il a secoué son peuple. Du coup, son peuple s'est senti moins seul, n'a plus voulu se laisser engloutir dans l'Amérique anglophone. Les ancêtres de Miron étaient des « coureurs des bois » : des trappeurs, des défricheurs. Il s'est fait « coureur des mots ». Bientôt, ses mots lui ont échappé, ont parcouru les chemins et les routes, ont circulé dans les têtes et sur les lèvres. Le chuchotement est devenu rumeur. La rumeur est devenue libre parole. Fasteuses et victorieuses épousailles entre un artiste solitaire et un peuple solidaire. Gaston Miron n'en est pas encore revenu : « J'avance quelques mots / Quelqu'un les répète comme son propre écho. »

Gaston Miron vient d'avoir cinquante-trois ans. Un éditeur français, François Maspero publie en France un recueil que Miron n'en finit pas de grossir au fil des ans : « l'Homme rapaillé » (1). Enfin Miron nous est donné !

« L'Unité » : « L'Homme rapaillé » : c'est ton livre. « Rapaillé », qu'est-ce que cela veut dire ?

— **Gaston Miron :** c'est un vieux mot de chez nous qui signifie « réuni », « assemblé ». « L'Homme rapaillé » raconte l'histoire d'un homme, la mienne, qui se rassemble tout au long d'une longue quête d'identité, qui se réunifie en forgeant sa propre culture. C'est un livre qui ne sera jamais vraiment fini. Depuis des années, je fais des additifs, toujours sous le même titre. Un peu comme a fait Walt Withman, le poète américain, avec ses « Feuillets d'herbe ».

— La première version de « l'Homme rapaillé » est parue à Montréal en 1970. Pourquoi avoir attendu 1981 pour en donner une édition française ?

— J'ai longtemps hésité. J'ai eu deux ou trois propositions d'éditeurs français. Mais au fond, je ne voulais pas être publié en France tant que le Québec n'y était pas perçu clairement. Je ne souhaitais pas figurer dans un sous-rayon de la littérature française. Aujourd'hui, les choses sont claires : pour les Français, le Québec n'est plus un Ovni ; et ils reconnaissent l'existence d'une littérature québécoise, comme les Anglais reconnaissent l'existence d'une littérature américaine, comme les Espagnols reconnaissent celle d'une littérature sud-américaine. Il n'y a plus de confusion : chez Maspero, « l'Homme rapaillé » paraît dans une collection internationale, « Voix », où je me retrouve au milieu d'écrivains du monde entier.

— Comment es-tu entré en poésie ?

— Au départ, ce fut un réflexe personnel vital : je me suis mis à écrire pour exprimer mon malaise existentiel. Mais j'ai vite découvert que ce « mal-être » n'était pas le fait de mon seul individu. Il était aussi le fait d'une situation historique, de l'état dans lequel se trouvait le peuple québécois : il était nié ; il n'avait pas d'identité ; il était sous la dépendance totale, culturelle et politique, du Canada anglophone ; il était sous le joug d'un néo-colonialisme. Mon malaise était celui de tous les Québécois. Le regard, l'écoute et les réactions des autres me l'ont très vite fait comprendre. Mais de là à l'assumer...

Ce fut difficile. La poésie est un acte individuel. Seule la volonté du poète peut engager et inscrire un texte dans un contexte collectif. J'ai mis longtemps à me mettre en route, à donner à ma poésie une signification qui me dépasse. Si j'ai réussi (et ce n'est pas à moi de le dire) c'est parce que j'ai poussé les cris et écrit les mots d'un homme qui essaie de se décoloniser, de se désaliéner. Ce faisant, je faisais comme tous les Québécois.

Ce fut difficile. Il nous fallait inventer de toutes pièces une carte d'identité que tout le monde nous refusait : Québécois, pas Canadiens français, pas Canadiens de langue française, pas Canadiens d'expression française, Québécois ! Ce simple mot... qu'il a fallu imposer, gagner, garder. Par tous les moyens. De toutes nos forces. De toutes les façons. C'est à cette conquête que s'est attachée toute la littérature québécoise au cours des vingt-cinq dernières années.

Ce ne fut pas facile. Il n'y avait pas de place pour nous, aucun lieu de parole et d'écriture. Il a fallu démarrer à partir de rien. Il a fallu faire naître des revues, des maisons d'éditions. Quand j'ai commencé, j'ai été rejeté. La critique a dit : « C'est pas de la poésie, c'est de la politique. Il devrait plutôt écrire des essais, faire de la sociologie. » Je me suis débrouillé. J'ai créé, en 1953, avec quelques amis, les éditions de l'Hexagone. Ensuite est née la revue « Liberté ». D'autres, plus tard, ont créé « Parti pris », d'abord revue, puis maison d'édition. Nous nous sommes soutenus, aidés. Nous avons collaboré les uns avec les autres. C'est là qu'a véritablement démarré la littérature québécoise. Quand des jeunes venaient me voir, je ne leur disais qu'une chose : « Créer votre propre unité de production, organisez vous-mêmes vos circuits de diffusion. » Ça a porté ses fruits. Nous avons gagné. Aujourd'hui, je suis le président des Messageries littéraires qui regroupent une vingtaine d'éditeurs : chacun garde sa personnalité, mais nous avons en commun un réseau de distribution à l'échelle de tout le Québec. Nous n'étions pas prévus par l'Histoire « made in Canada ». Nous sommes nés. Nous existons.

— Comment réagis-tu quand on t'appelle « le poète national » ?

— J'enrage. Je suis plus connu que d'autres, d'accord. Mais, je ne suis pas plus que les autres. On a fait de moi un porte-drapeau. On a joué le même tour à Félix Leclerc, à Gilles Vigneault, à Pauline Julien, au cinéaste Pierre Perrault. Si nous sommes plusieurs, ça prouve bien que je ne suis pas le seul... Je ne suis pas un poète-étendard. Je suis un poète-témoin : un poète « anthropologique » qui a tenté de dévoiler les empêchements et les dépendances ; qui a essayé de dire les conditions nécessaires à la liberté, à l'indépendance ; qui a dénoncé le côté « agonique » de la culture québécoise qui n'était ni tout à fait morte ni tout à fait vivante. Ma poésie a donc bien une résonance politique. Mais je ne suis pas un homme politique. Je n'écris pas pour prendre le pouvoir. J'écris pour appeler l'avenir, à partir d'un présent réel. J'écris pour que les choses arrivent. Toute ma démarche consiste à maîtriser les mots de l'identité culturelle québécoise, pas les mots de l'économie, pas les mots de la politique.

J'enrage et, en même temps, je suis fier : en l'absence d'Etat québécois, en l'absence de débouché politique, c'est la littérature québécoise, orale et écrite, qui a tenu lieu d'Etat québécois. Historiquement, ce fut une réalité : c'était nous ou les bombes ! Mais c'est une réalité aujourd'hui dépassée. Il ne faut plus confondre les rôles. Depuis le début des années soixante-dix, il y a un mouvement politique organisé, il y a un parti qui est au pouvoir et qui doit réaliser ce dont nous rêvions, ce que nous réclamions : faire du Québec un pays. Nous demandions la parole pour le peuple, mais c'est au P.q. de la lui donner, pas à nous. Nous avons jeté les ferments de l'espérance ; c'est au P.q. de récolter et de distribuer la moisson. Nous les poètes, aujourd'hui, il nous reste la vigilance, le « soutien critique ». Dans « soutien critique », il y a critique. Nous n'avons pas à devenir les chantres inconditionnels d'un parti. Nous avons autre chose à faire, aussi : nous avons à explorer dans toutes ses dimensions le champ de liberté qui s'ouvre désormais devant nous.

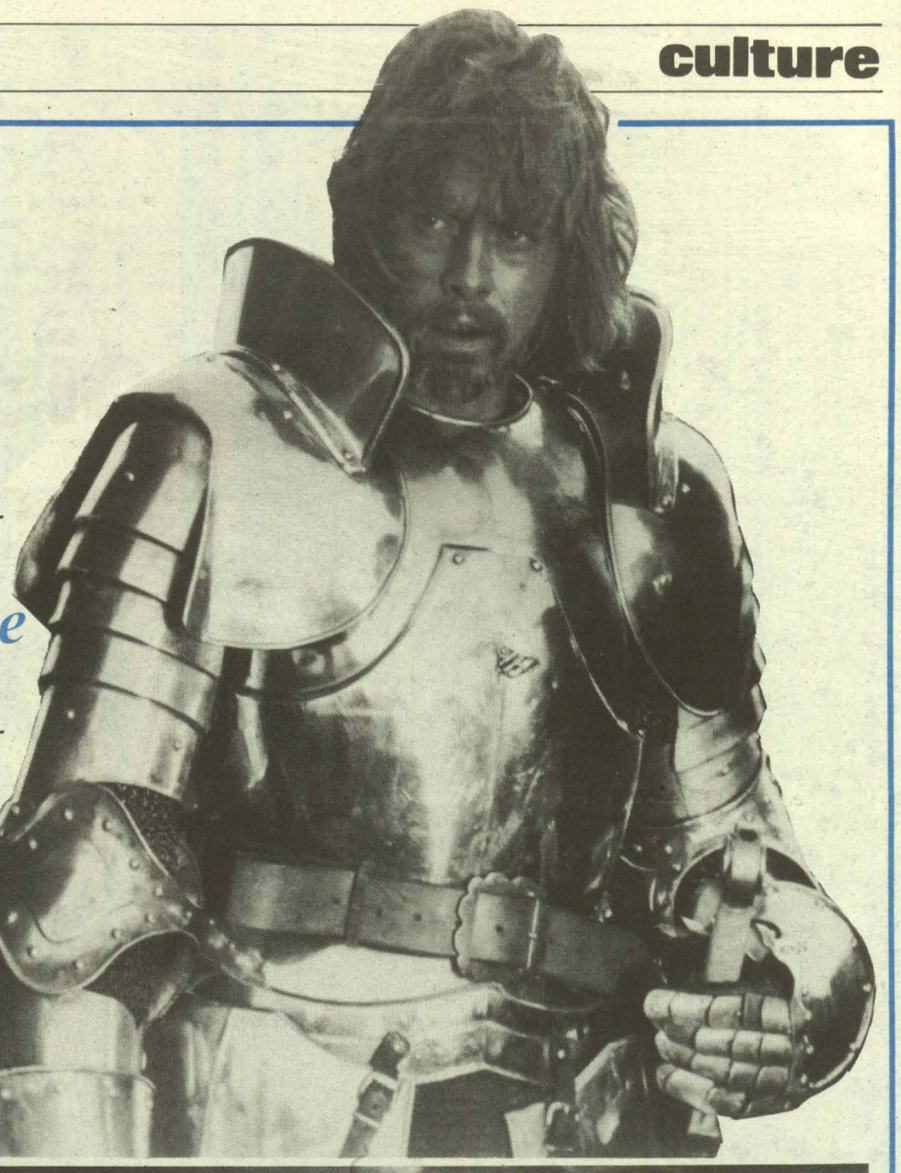
— Comment vis-tu cette situation nouvelle ?

— Je réagis. Je constate que certaines choses vont très vite, d'autres beaucoup moins. Je le dis. L'identité est un acquis maintenant, c'est sûr. L'indépendance est encore à venir. J'en suis plus partisan que jamais. Mais ce sera peut-être plus long à conquérir que certains l'avaient cru. L'homme québécois n'est plus déchiré, il n'est pas encore indépendant : c'est à partir de ce constat que j'écris. De fait, ma problématique a changé : je partais de moi et j'aspirais au collectif ; à présent, je pars du collectif et je m'interroge sur mon devenir

CINEMA

Boorman fait parler la Table ronde

"Excalibur" de John Boorman n'est pas uniquement un spectacle d'une rare richesse plastique, c'est aussi une vision du monde et une parabole renvoyant au seul passé



Arthur.

PAR SERGE RICHARD

COMME le moindre candidat au bac est censé le savoir, le Français passe pour ne pas avoir la tête épique. Est-ce pour cela que les débuts sur nos écrans d'« Excalibur », de John Boorman, ne paraît pas à la hauteur de cette œuvre puissante et profondément originale ? Ou bien le nouveau film du benjamin des trois « grands » du cinéma anglais (avec Hitchcock et Losey) souffre-t-il des incompréhensions des participants au souk cannois, qui est évidemment l'endroit au monde convenant le moins à la vision d'une telle œuvre ?

Car, il faut le dire bien vite, « Excalibur » n'est pas uniquement un spectacle d'une rare richesse plastique, c'est aussi une vision du monde et une parabole renvoyant au seul passé.

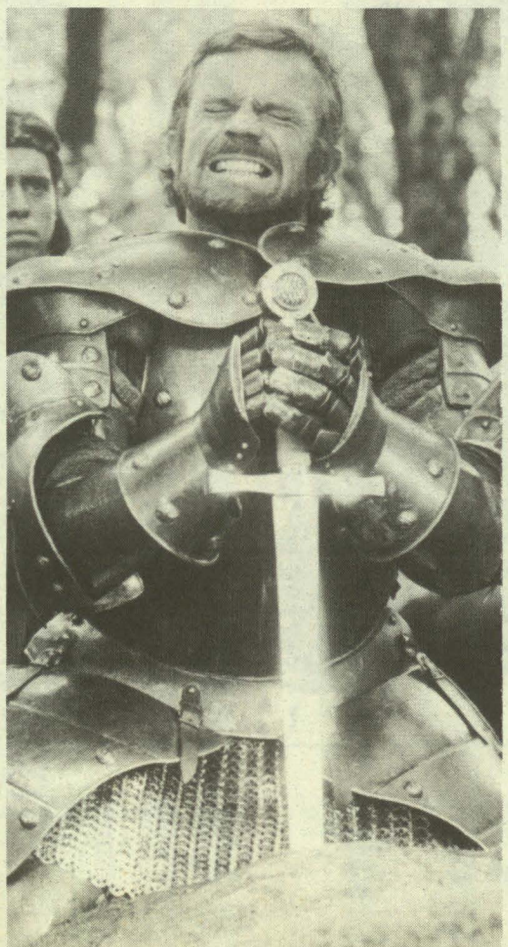
Dans un premier temps, Boorman préparait son film sous le titre « Merlin et les chevaliers du roi Arthur ». De fait, ce sont bien là les protagonistes évidents de cette épopée où le fameux enchanteur accompagne, conseille le roi celte et ses compagnons : Lancelot, Perceval, les chevaliers de la Table ronde en quête du Graal malgré les maléfices de la fée Morgane. Chacun connaît la célèbre légende et on ne détaillera pas ici les péripéties multiples d'une histoire complexe que Boorman parvient, d'ailleurs, à rendre admirablement claire et cohérente. Normal : comme Merlin, autoportrait déguisé de Boorman, le cinéaste est un talentueux manipulateur, un magicien, imposant sa vision... et son humour.

Mais ce n'est pas simple hasard si l'auteur a, finalement, choisi d'intituler son œuvre « Excalibur », d'après le nom (gallois) de l'épée du roi Arthur : c'est elle le véritable héros du film et la clé de sa signification profonde.

Est-il abusif de trouver des résonances très actuelles à quelques-uns des principaux épisodes ? La nuit de la victoire, cette grande joie qui n'empêche toutefois pas Arthur de rappeler que c'est leur unité à tous qui a permis le triomphe. Et puis le risque de la désillusion qui gagne le peuple si, par malheur, les chevaliers oublient un peu leur quête, si les rivalités disloquent le groupe des compagnons et si la belle utopie s'effondre dans la compétition fratricide pour le pouvoir.

Car Excalibur, l'épée qui ne peut appartenir qu'au roi, symbolise évidemment le pouvoir absolu. C'est à un rare élu que la mystérieuse « Dame du lac » remet le glaive magique donnant tous pouvoirs sur ses semblables. Excalibur, en effet, concentre en elle toutes les puissances de la nature et consacre l'harmonie de l'homme avec cette nature.

Si cette harmonie se rompt, si ce lien avec elle se perd — c'était déjà le thème de « Délivrance » et de « l'Hérétique » du même Boorman — alors, le mal triomphe. Et Arthur, vaincu et agonisant à la fin d'« Excalibur », n'a plus qu'à ordonner de rejeter l'épée à l'eau en attendant un nouveau roi « choisi » pour la reprendre et mener l'humanité vers l'âge d'or. Faute de quoi, pour le malheur de tous, cet instrument de pouvoir absolu risquerait d'être accaparé par un usurpateur. Ou, simplement, par un incapable — dangereux, comme tous les incapables — du genre de cette tête creuse de Lancelot, dont Boorman dit : « De nos jours, sa croyance absolue à un système ferait de lui un fanatique communiste, ou un nazi. »



Excalibur.



Sygma

Morgane.



Mordred.



Sygma

Lancelot.

Mais, comme toutes les grandes méditations cinématograhiques — « 2001, l'odyssée de l'espace » de Kubrick (justement réédité ces jours-ci), « Apocalypse Now » de Coppola, « Solaris » de Tarkovski ou « Zardoz » de Boorman —, « Excalibur » ne se ramène pas à la seule parabole politique. Ce serait faire bon marché d'une autre dimension : le pouvoir spirituel, symbolisé ici par le Graal comme le pouvoir temporel par la fameuse épée. Entre Excalibur et le calice sacré, à cheval sur la mythologie celte et le christianisme, assure Boorman, se tisse le réseau de l'inconscient collectif où se prépare l'avenir de l'humanité : une nouvelle sagesse, une nouvelle responsabilité sont à naître.

Cette constatation empêchera qu'on taxe Boorman de pessimisme, même si « Excalibur » paraît se conclure par la victoire de la mort (d'Arthur, de son fils Mordred), aussi par un retour au « dark âge » où « le roi est sans épée et la terre est sans roi ». En réalité, rien n'est jamais perdu puisque le Graal vit en chacun des hommes. Qui parlait de la mort des utopies ? ●

en référence à ce collectif. Le Québec a fait une véritable révolution : dans une Amérique du Nord où les Etats-Unis voulaient tout uniformiser, il a réussi à imposer sa différence. Que va-t-il faire de cette différence ? Les « artistes », comme tous les Québécois, ont le droit de se poser cette question. Et de la poser à ceux qui peuvent apporter des réponses : les politiques.

— Au lendemain du 13 avril 1981, Gérald Godin me disait : « Le Québec a commencé hier ! » Est-ce ton avis ?

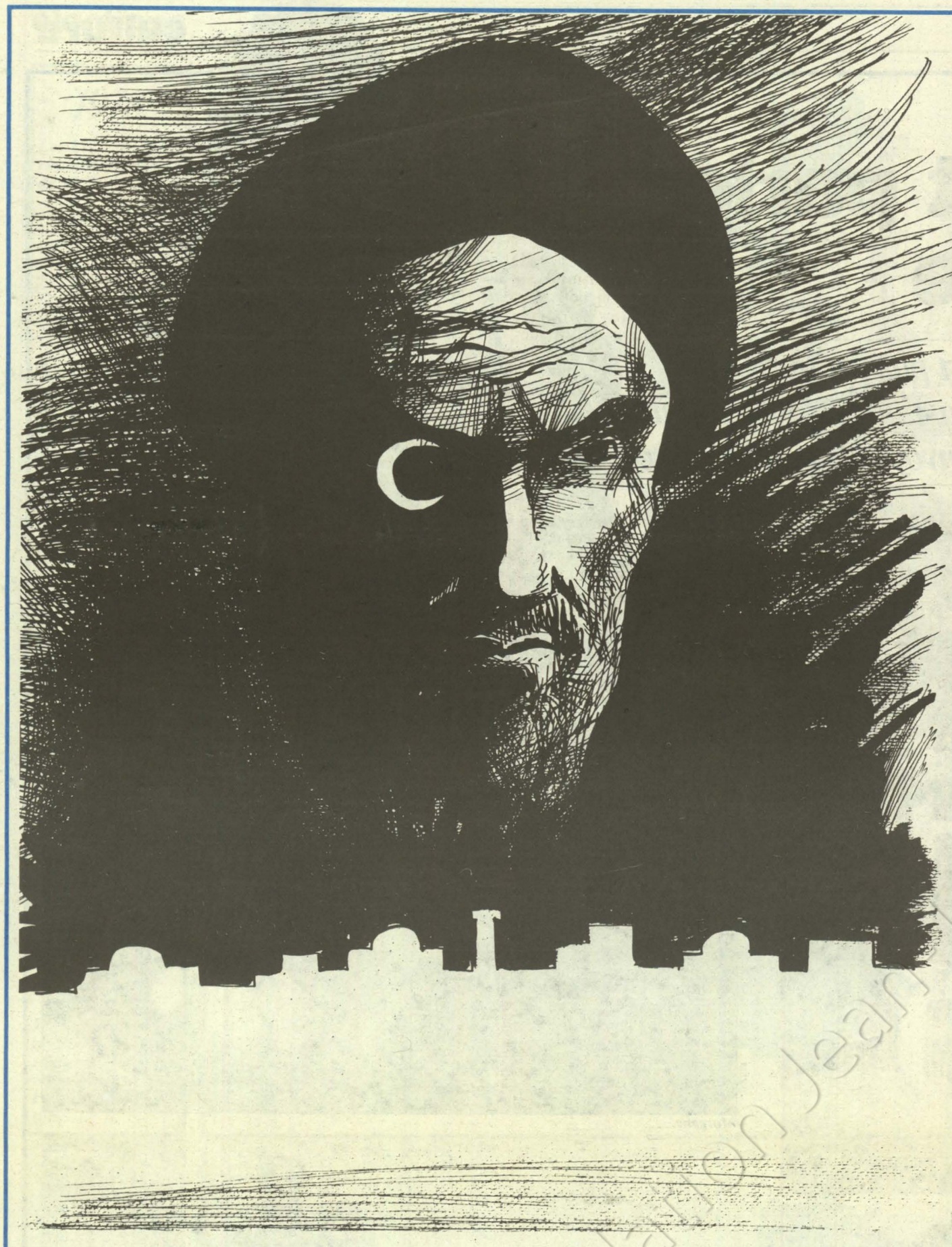
— La traduction politique de la réalité québécoise, sûrement. Mais l'identification du Québec avait commencé bien avant. Elle est partie de quelques groupes d'hommes à la fin des années quarante et elle s'est ensuite étendue en cercles concentriques...

— Est-ce un processus irréversible ?

— Rien n'est jamais acquis définitivement. Qui aurait cru, par exemple, qu'en Iran une révolution médiévale renverserait un capitalisme techno-militaire ? Il peut donc, au Québec comme ailleurs, se produire de sinistres retournements. C'est pourquoi il vaut mieux prévenir que guérir. Il vaut mieux mettre toute les chances de notre côté. Le Québec a déjà saisi une chance : il en a fini avec les illusions fédéralistes ; il sait qu'il n'a rien à attendre de la Fédération canadienne. La nomination d'un Premier ministre canadien d'origine québécoise a longtemps constitué un écran à cette prise de conscience : en mettant Trudeau à la tête du gouvernement d'Ottawa, on essayait de faire croire aux Québécois qu'ils étaient maîtres du Canada tout entier... alors qu'ils n'étaient même pas maîtres chez eux ! C'est un peu comme si on avait voulu faire croire aux Algériens qu'ils gouvernaient la France en élisant Ferrat Abbas président de la République française : en votant pour le P.q., en 1976 et 1981, les Québécois ont refusé clairement cette illusion.

Il reste une chance à saisir : la souveraineté nationale. Il faut le faire vite. Les chiffres parlent : en 1931, les Francophones constituaient 33 % de la population totale du Canada ; en 1971, ils n'étaient plus que 25 %. Si cette dégringolade démographique continue, le Québec risque d'être un jour rayé de la carte d'Amérique du Nord. Tant que le Québec ne sera pas souverain, son avenir reste compromis. Le Québec sera un pays ou ne sera pas. ●

(1) « L'homme rapaillé » vient de valoir à Gaston Miron le prix Guillaume-Apollinaire 1981.





Abol-Hassan Banisadr. *Sygma*

IRAN

La nuit tombe sur Téhéran

L'Iran du redoutable ayatollah Behechti n'est pas conciliable avec celui du président Banisadr. Le laïc est en train de perdre, face à l'intégriste religieux

PAR AHMAD FAROUGHY

ELU président de la République islamique iranienne en janvier 1980 avec 75,7 % des votes exprimés, Abol-Hassan Banisadr se voit aujourd'hui obligé de se réfugier dans la clandestinité pour échapper aux assassins, vilipendé par l'imam Khomeyni, conspué par la foule, lâché par ses alliés politiques et en passe d'être destitué de la fonction de chef de l'Etat.

Le déconfiture de Banisadr scelle la victoire du redoutable ayatollah Behechti — le nouvel homme fort de l'Iran — président de la Cour suprême et chef du Parti de la République islamique (P.r.i.) au sein duquel s'est coalisé le clergé intégriste, majoritaire au Parlement.

Cependant, le conflit qui oppose le chef de l'Etat au chef de file des intégristes dépasse de loin le cadre d'une lutte impitoyable entre deux hommes pour le pouvoir politique. En fait, l'enjeu est l'orientation nouvelle que l'Iran révolutionnaire se voit maintenant imposé par des idéologues islamiques — le premier d'entre eux étant l'imam lui-même.

En effet, la question fondamentale qui divise aujourd'hui les révolutionnaires iraniens et qui déchire le pays est beaucoup plus complexe que bien des observateurs de la scène iranienne l'ont décrite dans la presse occidentale. Celle-ci a souvent eu tendance à schématiser les divisions politiques iraniennes entre « gauche » et « droite », entre libéraux et socialistes — dont Banisadr se veut le représentant — et réactionnaires, dont le clergé intégriste serait l'émanation finale.

En vérité, avant même que ne soit abordée la question des clivages et des tendances politiques — secondaire dans l'étape présente de l'évolution de la révolution iranienne — il convient d'abord de régler la question fondamentale laissée en suspens jusqu'ici : quel Etat pour l'Iran ?

Ici, deux conceptions diamétralement opposées s'affrontent. La première est celle d'un Etat dans lequel l'organisation sociale est en principe indépendante du pouvoir de l'appareil clérical, même si elle s'inspire dans sa législation des dogmes coraniques. En revanche, la seconde conception prône la soumission totale de la société à la loi islamique dont le seul interprète autorisé est le clergé, l'imam Khomeyni étant son « guide suprême ». Ces deux visions — laïque ou théocratique — de l'Etat sont ainsi irréconciliables, comme le prouve la défaite du président Banisadr amorcée au lendemain des élections législatives de mai 1980.

La victoire du P.r.i. à ces élections donne au clergé intégriste la majorité absolue au Parlement. Selon la Constitution il appartient à cette dernière instance d'entériner le gouvernement choisi par le chef de l'Etat. De laborieuses négociations entre le P.r.i. et le président durent plus de quatre mois. Fin septembre, Banisadr se voit imposer Mohammed-Ali Radjaï — proche de l'ayatollah Behechti — comme Premier ministre. Dès sa nomination celui-ci, sous l'instigation du clergé intégriste, fera tout pour éliminer le contrôle des laïcs sur le pouvoir exécutif.

Ainsi, au fil des mois, Banisadr et son équipe sont progressivement mis à l'écart des décisions gouvernementales. Ils ne jouent aucun rôle dans le règlement final de l'affaire des otages américains, confié par l'imam au Parlement et dont les décisions sont exécutées par Radjaï.

L'attaque irakienne contre l'Iran fin septembre et la guerre qui s'ensuit permet à Banisadr d'exercer le seul pouvoir qui lui est encore non contesté : celui de commandant en chef des forces armées. Cependant, sur le front même, les « gardiens de la révolution » — la milice islamique qui se trouve tout entière acquise au clergé intégriste — participent aux combats hors du champ de contrôle du président.

De plus en plus dépourvu de pouvoir, boycotté par la radio et la télévision iraniennes, Banisadr commence une campagne par le biais de son journal « Révolution islamique » contre le gouvernement de Radjaï qu'il accuse de mener le pays à la dictature politique et à la banqueroute économique.

Parallèlement, le chef de l'Etat refuse de ratifier bon nombre de décisions gouvernementales, notamment celle qui confie l'intérim du ministère des Affaires étrangères à Radjaï.

Début mars 1981, le P.r.i. lance une vaste offensive contre le président. De violents affrontements sur le campus de l'université de Téhéran opposent partisans de Banisadr — parmi lequels se trouvent les Modjahédines du peuple (gauche islamique) — aux « hezbollahis », hommes de main du P.r.i.

Le conflit entre laïcs de tous bords et les théocrates s'envenimant, l'imam Khomeyni désigne une commission d'arbitrage composée de trois membres du clergé qui, début juin, donne tort à Banisadr et préconise la fermeture de son journal, accusé de semer « la discorde ». Désormais, le chef de l'Etat se bat le dos au mur, car il paraît de plus en plus évident à bon nombre d'observateurs que l'imam s'est rangé du côté du clergé intégriste.

En effet, le 8 juin dernier, Khomeyni condamne sévèrement, sans le nommer toutefois, le président pour son opposition à la décision du procureur de la révolution de fermer son journal et déclare que « ceux qui s'opposent au Parlement s'opposent à l'islam et pourraient connaître le même sort que l'ex-chah ». Le 10 juin, l'imam destitue Banisadr du commandement en chef des forces armées tandis que l'ayatollah Behechti confirme implicitement que le chef de l'Etat sera poursuivi pour avoir « violé la Constitution » en refusant d'entériner les décisions du Parlement.

Le 13 juin, Banisadr se réfugie dans la clandestinité en déclarant que ses adversaires veulent « éliminer le président de la République » et en appelant le peuple iranien « à résister au despotisme qui cherche à se renforcer ».

S'il est encore prématuré de présager du sort final d'Abol-Hassan Banisadr, du moins est-il possible d'affirmer que dans l'étape actuelle de la révolution iranienne le soutien populaire est entièrement acquis à l'imam et au clergé intégriste qui, sous son égide, consolide les fondations d'un Etat théocratique. ●

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325